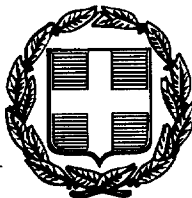




ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 264**

1 Δεκεμβρίου 1998

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2655

Κύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για το ξέπλυμα, την έρευνα, την κατάσχεση και δήμευση των προϊόντων που προέρχονται από εγκληματικές δραστηριότητες.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για το ξέπλυμα, την έρευνα, την κατάσχεση και δήμευση των προϊόντων που προέρχονται από εγκληματικές δραστηριότητες, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 8 Νοεμβρίου 1990, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική και αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION RELATIVE AU BLANCHIMENT, AU DÉPISTAGE, À LA SAISIE ET À LA CONFISCATION DES PRODUITS DU CRIME

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Convaincus de la nécessité de poursuivre une politique pénale commune tendant à la protection de la société ;

Considérant que la lutte contre la criminalité grave, qui est de plus en plus un problème international, exige l'emploi de méthodes modernes et efficaces au niveau international ;

Estimant qu'une de ces méthodes consiste à priver le délinquant des produits du crime ;

Considérant qu'afin d'atteindre cet objectif, un système satisfaisant de coopération internationale doit également être mis en place,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

TERMINOLOGIE

Article 1

Terminologie

Aux fins de la présente Convention, l'expression :

a. « produit » désigne tout avantage économique tiré d'infractions pénales. Cet avantage peut consister en tout bien tel que défini à l'alinéa *b* du présent article ;

b. « bien » comprend un bien de toute nature, qu'il soit corporel ou incorporel, meuble ou immeuble, ainsi que les actes juridiques ou documents attestant d'un titre ou d'un droit sur le bien ;

c. « instruments » désigne tous objets employés ou destinés à être employés de quelque façon que ce soit, en tout ou partie, pour commettre une ou des infractions pénales ;

d. « confiscation » désigne une peine ou une mesure ordonnée par un tribunal à la suite d'une procédure portant sur une ou des infractions pénales, peine ou mesure aboutissant à la privation permanente du bien ;

e. « infraction principale » désigne toute infraction pénale à la suite de laquelle des produits sont générés et susceptibles de devenir l'objet d'une infraction selon l'article 6 de la présente Convention.

CHAPITRE II

MESURES À PRENDRE AU NIVEAU NATIONAL

Article 2

Mesures de confiscation

1. Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre de confisquer des instruments et des produits ou des biens dont la valeur correspond à ces produits.

2. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que le paragraphe 1 du présent article ne s'applique qu'aux infractions ou catégories d'infractions précisées dans la déclaration.

Article 3

Mesures d'investigation et mesures provisoires

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre d'identifier et de rechercher les biens soumis à confiscation conformément à l'article 2, paragraphe 1, et de prévenir toute opération, tout transfert ou toute aliénation relativement à ces biens.

Article 4

Pouvoirs et techniques spéciaux d'investigation

1. Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour habiliter ses tribunaux ou ses autres autorités compétents à ordonner la communication ou la saisie de dossiers bancaires, financiers ou commerciaux afin de mettre en œuvre les mesures visées aux articles 2 et 3. Une Partie ne saurait invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent article.

2. Chaque Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre d'employer des techniques spéciales d'investigation facilitant l'identification et la recherche du produit ainsi que la réunion de preuves y afférentes. Parmi ces techniques, on peut citer les ordonnances de surveillance de comptes bancaires, l'observation, l'interception de télécommunications, l'accès à des systèmes informatiques et les ordonnances de production de documents déterminés.

Article 5

Recours juridiques

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour faire en sorte que les personnes affectées par les mesures prévues aux articles 2 et 3 disposent de recours juridiques effectifs pour préserver leurs droits.

Article 6

Infractions de blanchiment

1. Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale conformément à son droit interne lorsque l'acte a été commis intentionnellement à :

a. la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait que ces biens constituent des produits, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes ;

b. la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de biens ou de droits y relatifs, dont l'auteur sait que ces biens constituent des produits ;

et, sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique :

c. l'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens, dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils constituent des produits ;

d. la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.

2. Aux fins de la mise en œuvre ou de l'application du paragraphe 1 du présent article:

a. le fait que l'infraction principale soit ou non de la compétence des juridictions pénales de la Partie n'entre pas en ligne de compte;

b. il peut être prévu que les infractions énoncées par ce paragraphe ne s'appliquent pas aux auteurs de l'infraction principale;

c. la connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'éléments d'une des infractions énoncées par ce paragraphe peuvent être déduites de circonstances factuelles objectives.

3. Chaque Partie peut adopter les mesures qu'elle estime nécessaires pour conférer, en vertu de son droit interne, le caractère d'infractions pénales à la totalité ou à une partie des actes évoqués au paragraphe 1 dans l'un ou dans la totalité des cas suivants lorsque l'auteur:

a. devait présumer que le bien constituait un produit;

b. a agi dans un but lucratif;

c. a agi pour faciliter la continuation d'une activité criminelle.

4. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que le paragraphe 1 du présent article s'applique seulement aux infractions principales ou catégories d'infractions principales précisées dans cette déclaration.

CHAPITRE III

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Section 1

Principes de coopération internationale

Article 7

Principes généraux et mesures de coopération internationale

1. Les Parties coopèrent dans la mesure la plus large possible les unes avec les autres aux fins d'investigations et de procédures visant à la confiscation des instruments et des produits.

2. Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révéleront nécessaires pour lui permettre de répondre, aux conditions prévues dans ce chapitre, aux demandes:

a. de confiscation de biens particuliers consistant en des produits ou instruments, ainsi que de confiscation des produits consistant en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du produit;

b. d'entraide aux fins d'investigations et de mesures provisoires ayant pour but l'une des formes de confiscation mentionnées au point *a* ci-dessus.

Section 2

Entraide aux fins d'investigations

Article 8

Obligation d'entraide

Les Parties s'accordent, sur demande, l'entraide la plus large possible pour identifier et dépister les instruments, les produits et les autres biens susceptibles de confiscation. Cette entraide consiste notamment en toute mesure relative à l'apport et à la mise en sûreté des éléments de preuve concernant l'existence des biens susmentionnés, leur emplacement ou leurs mouvements, leur nature, leur statut juridique ou leur valeur.

Article 9

Exécution de l'entraide

L'entraide prévue par l'article 8 est exécutée conformément au droit interne de la Partie requise et en vertu de celui-ci, et conformément aux procédures précisées dans la demande, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec ce droit interne.

Article 10

Transmission spontanée d'informations

Sans préjudice de ses propres investigations ou procédures, une Partie peut, sans demande préalable, transmettre à une autre Partie des informations sur les instruments et les produits lorsqu'elle estime que la communication de ces informations pourrait aider la Partie destinataire à engager ou mener à bien des investigations ou des procédures, ou lorsque ces informations pourraient aboutir à une demande formulée par cette Partie en vertu du présent chapitre.

Section 3

Mesures provisoires

Article 11

Obligation d'ordonner des mesures provisoires

1. Une Partie prend, à la demande d'une autre Partie qui a engagé une procédure pénale ou une action en confiscation, les mesures provisoires qui s'imposent, telles que le gel ou la saisie, pour prévenir toute opération, tout transfert ou toute aliénation relativement à tout bien qui, par la suite, pourrait faire l'objet d'une demande de confiscation ou qui pourrait permettre de faire droit à une telle demande.

2. Une Partie qui a reçu une demande de confiscation conformément à l'article 13 prend, si la demande en est faite, les mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, relativement à tout bien qui fait l'objet de la demande ou qui pourrait permettre de faire droit à une telle demande.

Article 12

Exécution des mesures provisoires

1. Les mesures provisoires visées à l'article 11 sont exécutées conformément au droit interne de la Partie requise et en vertu de celui-ci, et conformément aux procédures précisées dans la demande, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec ce droit interne.

2. Avant de lever toute mesure provisoire prise conformément au présent article, la Partie requise donne, si possible, à la Partie requérante la faculté d'exprimer ses raisons en faveur du maintien de la mesure.

Section 4

Confiscation

Article 13

Obligation de confiscation

1. Une Partie qui a reçu d'une autre Partie une demande de confiscation concernant des instruments ou des produits, situés sur son territoire, doit:

a. exécuter une décision de confiscation émanant d'un tribunal de la Partie requérante en ce qui concerne ces instruments ou ces produits; ou

b. présenter cette demande à ses autorités compétentes pour obtenir une décision de confiscation et, si celle-ci est accordée, l'exécuter.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1.*b* du présent article, toute Partie a, si besoin est, compétence pour engager une procédure de confiscation en vertu de son droit interne.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également à la confiscation consistant en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du produit, si des biens sur lesquels peut porter la confiscation se trouvent sur le territoire de la Partie requise. En pareil cas, en procédant à la confiscation conformément au paragraphe 1, la Partie requise, à défaut de paiement, fait recouvrer sa créance sur tout bien disponible à cette fin.

4. Si une demande de confiscation vise un bien déterminé, les Parties peuvent convenir que la Partie requise peut procéder à la confiscation sous forme d'une obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du bien.

Article 14

Exécution de la confiscation

1. Les procédures permettant d'obtenir et d'exécuter la confiscation en vertu de l'article 13 sont régies par la loi de la Partie requise.

2. La Partie requise est liée par la constatation des faits dans la mesure où ceux-ci sont exposés dans une condamnation ou une décision judiciaire de la Partie requérante, ou dans la mesure où celle-ci se fonde implicitement sur eux.

3. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que le paragraphe 2 du présent article ne s'applique que sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique.

4. Si la confiscation consiste en l'obligation de payer une somme d'argent, l'autorité compétente de la Partie requise en convertit le montant en devises de son pays au taux de change en vigueur au moment où est prise la décision d'exécuter la confiscation.

5. Dans le cas visé à l'article 13, paragraphe 1.*a*, la Partie requérante a seule le droit de statuer relativement à toute demande de révision de la décision de confiscation.

Article 15

Biens confisqués

La Partie requise dispose selon son droit interne de tous les biens confisqués par elle, sauf s'il en est convenu autrement par les Parties concernées.

Article 16

Droit d'exécution et montant maximal de la confiscation

1. Une demande de confiscation faite conformément à l'article 13 ne porte pas atteinte au droit de la Partie requérante d'exécuter elle-même la décision de confiscation.

2. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme permettant que la valeur totale des biens confisqués soit supérieure à la somme fixée par la décision de confiscation. Si une Partie constate que cela pourrait se produire, les Parties concernées procèdent à des consultations pour éviter une telle conséquence.

Article 17

Contrainte par corps

La Partie requise ne peut pas prononcer la contrainte par corps ni prendre aucune autre mesure restrictive de liberté à la suite d'une demande présentée en vertu de l'article 13 si la Partie requérante l'a précisé dans la demande.

Section 5

Refus et ajournement de la coopération

Article 18

Motifs de refus

1. La coopération en vertu du présent chapitre peut être refusée dans le cas où :

a. la mesure sollicitée serait contraire aux principes fondamentaux de l'ordre juridique de la Partie requise ; ou

b. l'exécution de la demande risque de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Partie requise ; ou

c. la Partie requise estime que l'importance de l'affaire sur laquelle porte la demande ne justifie pas que soit prise la mesure sollicitée ; ou

d. l'infraction sur laquelle porte la demande est une infraction politique ou fiscale ; ou

e. la Partie requise considère que la mesure sollicitée irait à l'encontre du principe *ne bis in idem* ; ou

f. l'infraction à laquelle se rapporte la demande ne serait pas une infraction au regard du droit de la Partie requise si elle était commise sur le territoire relevant de sa juridiction. Toutefois, ce motif de refus ne s'applique à la coopération prévue par la section 2 que dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives.

2. La coopération prévue par la section 2, dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives, et celle prévue par la section 3 du présent chapitre peuvent également être refusées dans les cas où les mesures sollicitées ne pourraient pas être prises en vertu du droit interne de la Partie requise à des fins d'investigations ou de procédures, s'il s'agissait d'une affaire interne analogue.

3. Lorsque la législation de la Partie requise l'exige, la coopération prévue par la section 2, dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives, et celle prévue par la section 3 du présent chapitre peuvent aussi être refusées dans le cas où les mesures sollicitées ou toutes autres mesures ayant des effets analogues ne seraient pas autorisées par la législation de la Partie requérante, ou, en ce qui concerne les autorités compétentes de la Partie requérante, si la demande n'est autorisée ni par un juge ni par une autre autorité judiciaire, y compris le ministère public, ces autorités agissant en matière d'infractions pénales.

4. La coopération prévue par la section 4 du présent chapitre peut aussi être refusée si :

a. la législation de la Partie requise ne prévoit pas la confiscation pour le type d'infraction sur lequel porte la demande ; ou

b. sans préjudice de l'obligation relevant de l'article 13, paragraphe 3, elle irait à l'encontre des principes du droit interne de la Partie requise en ce qui concerne les possibilités de confiscation relativement aux liens entre une infraction et :

i. un avantage économique qui pourrait être assimilé à son produit ; ou

ii. des biens qui pourraient être assimilés à ses instruments ; ou

c. en vertu de la législation de la Partie requise, la décision de confiscation ne peut plus être prononcée ou exécutée pour cause de prescription ; ou

d. la demande ne porte pas sur une condamnation antérieure, ni sur une décision de caractère judiciaire, ni sur une déclaration figurant dans une telle décision, déclaration selon laquelle une ou plusieurs infractions ont été commises, et qui est à l'origine de la décision ou de la demande de confiscation ; ou

e. soit la confiscation n'est pas exécutoire dans la Partie requérante, soit elle est encore susceptible de voies de recours ordinaires ; ou

f. la demande se rapporte à une décision de confiscation rendue en l'absence de la personne visée par la décision et si, selon la Partie requise, la procédure engagée par la Partie requérante et qui a conduit

à cette décision n'a pas satisfait aux droits minima de la défense reconnus à toute personne accusée d'une infraction.

5. Aux fins du paragraphe 4.*f* du présent article, une décision n'est pas réputée avoir été rendue en l'absence de l'accusé :

a. si elle a été confirmée ou prononcée après opposition par l'intéressé ; ou

b. si elle a été rendue en appel, à condition que l'appel ait été interjeté par l'intéressé.

6. En examinant, pour les besoins du paragraphe 4.*f* du présent article, si les droits minima de la défense ont été respectés, la Partie requise tiendra compte du fait que l'intéressé a délibérément cherché à se soustraire à la justice ou que cette personne, après avoir eu la possibilité d'introduire un recours contre la décision rendue en son absence, a choisi de ne pas introduire un tel recours. Il en ira de même lorsque l'intéressé, après avoir été dûment cité à comparaître, aura choisi de ne pas comparaître ou de ne pas demander l'ajournement de l'affaire.

7. Une Partie ne saurait invoquer le secret bancaire pour justifier son refus de toute coopération prévue au présent chapitre. Lorsque son droit interne l'exige, une Partie peut exiger qu'une demande de coopération qui impliquerait la levée du secret bancaire soit autorisée, soit par un juge, soit par une autre autorité judiciaire, y compris le ministère public, ces autorités agissant en matière d'infractions pénales.

8. Sans préjudice du motif de refus prévu au paragraphe 1.*a* du présent article :

a. le fait que la personne qui fait l'objet d'une investigation menée ou d'une décision de confiscation prise par les autorités de la Partie requérante soit une personne morale ne saurait être invoqué par la Partie requise comme un obstacle à toute coopération en vertu du présent chapitre ;

b. le fait que la personne physique contre laquelle a été rendue une décision de confiscation de produits soit décédée par la suite ainsi que le fait qu'une personne morale contre laquelle a été rendue une décision de confiscation de produits ait été dissoute par la suite ne sauraient être invoqués comme des obstacles à l'entraide prévue par l'article 13, paragraphe 1.*a*.

Article 19

Ajournement

La Partie requise peut surseoir à l'exécution des mesures visées par une demande si elles risquent de porter préjudice à des investigations ou des procédures menées par ses autorités.

Article 20

Acceptation partielle ou sous condition d'une demande

Avant de refuser ou de différer sa coopération en vertu du présent chapitre, la Partie requise examine, le cas échéant après avoir consulté la Partie requérante, s'il peut y être fait droit partiellement ou sous réserve des conditions qu'elle juge nécessaires.

Section 6

Notification et protection des droits des tiers

Article 21

Notification de documents

1. Les Parties s'accordent mutuellement l'entraide la plus large possible pour la notification des actes judiciaires aux personnes concernées par des mesures provisoires et de confiscation.

2. Rien dans le présent article ne vise à faire obstacle :

***a.* à la faculté d'adresser des actes judiciaires par voie postale directement à des personnes se trouvant à l'étranger ;**

b. à la faculté pour les officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de la Partie d'origine de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les autorités consulaires de cette Partie ou par les soins d'officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de la Partie de destination,

sauf si la Partie de destination fait une déclaration contraire au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Lors de la notification d'actes judiciaires à l'étranger à des personnes concernées par des mesures provisoires ou des décisions de confiscation ordonnées dans la Partie d'origine, ladite Partie informe ces personnes des recours en justice offerts par sa législation.

Article 22

Reconnaissance de décisions étrangères

1. Saisie d'une demande de coopération au titre des sections 3 et 4, la Partie requise reconnait toute décision judiciaire rendue dans la Partie requérante en ce qui concerne les droits revendiqués par des tiers.

2. La reconnaissance peut être refusée :

a. si des tiers n'ont pas eu une possibilité suffisante de faire valoir leurs droits ; ou

b. si la décision est incompatible avec une décision déjà rendue dans la Partie requise sur la même question ; ou

c. si elle est incompatible avec l'ordre public de la Partie requise ; ou

d. si la décision a été rendue contrairement aux dispositions en matière de compétence exclusive prévues par le droit de la Partie requise.

Section 7

Procédure et autres règles générales

Article 23

Autorité centrale

1. Les Parties désignent une autorité centrale ou, au besoin, plusieurs autorités chargées d'envoyer les demandes formulées en vertu du présent chapitre, d'y répondre, de les exécuter ou de les transmettre aux autorités qui ont compétence pour les exécuter.

2. Chaque Partie communique au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la dénomination et l'adresse des autorités désignées en application du paragraphe 1 du présent article.

Article 24

Correspondance directe

1. Les autorités centrales communiquent directement entre elles.

2. En cas d'urgence, les demandes et communications prévues par le présent chapitre peuvent être envoyées directement par les autorités judiciaires, y compris le ministère public, de la Partie requérante à de telles autorités. En pareil cas, une copie doit être envoyée simultanément à l'autorité centrale de la Partie requise par l'intermédiaire de l'autorité centrale de la Partie requérante.

3. Toute demande ou communication formulée en application des paragraphes 1 et 2 du présent article peut être présentée par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).

4. Si une demande est présentée en vertu du paragraphe 2 du présent article et si l'autorité saisie n'est pas compétente pour y donner suite, elle la transmet à l'autorité compétente de son pays et en informe directement la Partie requérante.

5. Les demandes ou communications, présentées en vertu de la section 2 du présent chapitre, qui n'impliquent pas de mesures coercitives, peuvent être transmises directement par l'autorité compétente de la Partie requérante à l'autorité compétente de la Partie requise.

Article 25

Forme des demandes et langues

1. Toutes les demandes prévues par le présent chapitre sont faites par écrit. Il est permis de recourir à des moyens modernes de télécommunication, tels que la télécopie.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, la traduction des demandes ou des pièces annexes ne sera pas exigée.

3. Toute Partie peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les demandes et pièces annexes soient accompagnées d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, ou dans celle de ces langues qu'elle indiquera. Toute Partie peut, à cette occasion, déclarer qu'elle est disposée à accepter des traductions dans toute autre langue qu'elle indiquera. Les autres Parties peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

Article 26

Légalisation

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute formalité de légalisation.

Article 27

Contenu de la demande

1. Toute demande de coopération prévue par le présent chapitre doit préciser :

a. l'autorité dont elle émane et l'autorité chargée de mettre en œuvre les investigations ou les procédures ;

b. l'objet et le motif de la demande ;

c. l'affaire, y compris les faits pertinents (tels que la date, le lieu et les circonstances de l'infraction), sur laquelle portent les investigations ou les procédures, sauf en cas de demande de notification ;

d. dans la mesure où la coopération implique des mesures coercitives :

i. le texte des dispositions légales ou, lorsque cela n'est pas possible, la teneur de la loi pertinente applicable ; et

ii. une indication selon laquelle la mesure sollicitée ou toute autre mesure ayant des effets analogues pourrait être prise sur le territoire de la Partie requérante en vertu de sa propre législation ;

e. si nécessaire, et dans la mesure du possible :

i. des détails relativement à la ou les personne(s) concernée(s), y compris le nom, la date et le lieu de naissance, la nationalité et l'endroit où elle(s) se trouve(nt), et, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, son siège ; et

ii. les biens en relation desquels la coopération est sollicitée, leur emplacement, leurs liens avec la ou les personne(s) en question, tout lien avec l'infraction ainsi que toute information dont on dispose concernant les intérêts d'autrui afférents à ces biens ; et

f. toute procédure particulière souhaitée par la Partie requérante.

2. Lorsqu'une demande de mesures provisoires présentée en vertu de la section 3 vise la saisie d'un bien qui pourrait faire l'objet d'une décision de confiscation consistant en l'obligation de payer une somme d'argent, cette demande doit aussi indiquer la somme maximale que l'on cherche à récupérer sur ce bien.

3. En plus des indications mentionnées au paragraphe 1, toute demande formulée en application de la section 4 doit contenir:

a. dans le cas de l'article 13, paragraphe 1.*a*:

i. une copie certifiée conforme de la décision de confiscation rendue par le tribunal de la Partie requérante et l'exposé des motifs à l'origine de la décision, s'ils ne sont pas indiqués dans la décision elle-même;

ii. une attestation de l'autorité compétente de la Partie requérante selon laquelle la décision de confiscation est exécutoire et n'est pas susceptible de voies de recours ordinaires;

iii. des informations concernant la mesure dans laquelle la décision devrait être exécutée; et

iv. des informations concernant la nécessité de prendre des mesures provisoires;

b. dans le cas de l'article 13, paragraphe 1.*b*, un exposé des faits invoqués par la Partie requérante qui soit suffisant pour permettre à la Partie requise d'obtenir une décision en vertu de son droit interne;

c. lorsque des tiers ont eu la possibilité de revendiquer des droits, des documents révélant qu'ils ont eu cette possibilité.

Article 28

Vices des demandes

1. Si la demande n'est pas conforme aux dispositions du présent chapitre, ou si les informations fournies ne sont pas suffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision sur la demande, cette Partie peut demander à la Partie requérante de modifier la demande ou de la compléter par des informations supplémentaires.

2. La Partie requise peut fixer un délai pour l'obtention de ces modifications ou informations.

3. En attendant d'obtenir les modifications ou informations demandées relativement à une demande présentée en application de la section 4 du présent chapitre, la Partie requise peut ordonner toutes mesures visées aux sections 2 et 3 du présent chapitre.

Article 29

Concours de demandes

1. Lorsqu'une Partie requise reçoit plus d'une demande présentée en vertu des sections 3 et 4 du présent chapitre relativement à la même personne ou aux mêmes biens, le concours de demandes n'empêche pas la Partie requise de traiter les demandes qui impliquent que soient prises des mesures provisoires.

2. Dans le cas d'un concours de demandes présentées en vertu de la section 4 du présent chapitre, la Partie requise envisagera de consulter les Parties requérantes.

Article 30

Obligation de motivation

La Partie requise doit motiver toute décision refusant, ajournant ou soumettant à des conditions toute coopération sollicitée en vertu du présent chapitre.

Article 31

Information

1. La Partie requise informe sans délai la Partie requérante:

a. de la suite donnée aussitôt à une demande formulée en vertu du présent chapitre;

b. du résultat définitif de la suite donnée à la demande;

c. d'une décision refusant, ajournant ou soumettant à des conditions, totalement ou partiellement, toute coopération prévue par le présent chapitre;

d. de toutes circonstances rendant impossible l'exécution des mesures sollicitées ou risquant de la retarder considérablement; et

e. en cas de mesures provisoires adoptées conformément à une demande formulée en application de la section 2 ou 3 du présent chapitre, des dispositions de son droit interne qui entraîneraient automatiquement la levée de la mesure.

2. La Partie requérante informe sans délai la Partie requise:

a. de toute révision, décision ou autre fait enlevant totalement ou partiellement à la décision de confiscation son caractère exécutoire;

b. de tout changement, en fait ou en droit, rendant désormais injustifiée toute action entreprise en vertu du présent chapitre.

3. Lorsqu'une Partie demande la confiscation de biens dans plusieurs Parties, sur le fondement d'une même décision de confiscation, elle en informe toutes les Parties concernées par l'exécution de la décision.

Article 32

Utilisation restreinte

1. La Partie requise peut subordonner l'exécution d'une demande à la condition que les informations ou éléments de preuve obtenus ne soient pas, sans son consentement préalable, utilisés ou transmis par les autorités de la Partie requérante à des fins d'investigations ou de procédures autres que celles précisées dans la demande.

2. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que les informations ou éléments de preuve fournis par elle en vertu du présent chapitre ne pourront, sans son consentement préalable, être utilisés ou transmis par les autorités de la Partie requérante à des fins d'investigations ou de procédures autres que celles précisées dans la demande.

Article 33

Confidentialité

1. La Partie requérante peut exiger de la Partie requise qu'elle garde confidentielles la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour y faire droit. Si la Partie requise ne peut pas se conformer à cette condition de confidentialité, elle doit en informer la Partie requérante dans les plus brefs délais.

2. La Partie requérante doit, si la demande lui en est faite, et à condition que cela ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit interne, garder confidentiels tous moyens de preuve et informations communiqués par la Partie requise, sauf dans la mesure nécessaire aux investigations ou à la procédure décrites dans la demande.

3. Sous réserve des dispositions de son droit interne, une Partie qui a reçu une transmission spontanée d'informations en vertu de l'article 10 doit se conformer à toute condition de confidentialité demandée par la Partie qui transmet l'information. Si l'autre Partie ne peut pas se conformer à une telle condition, elle doit en informer la Partie qui transmet l'information dans les plus brefs délais.

Article 34

Frais

Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande sont à la charge de la Partie requise. Lorsque des frais importants ou extraordinaires s'avèrent nécessaires pour donner suite à la demande, les Parties se concertent pour fixer les conditions dans lesquelles celle-ci sera exécutée ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

Article 35

Dommages et intérêts

1. Lorsqu'une action en responsabilité en raison de dommages résultant d'un acte ou d'une omission relevant de la coopération prévue par ce chapitre a été engagée par une personne, les Parties concernées envisagent de se consulter, le cas échéant, sur la répartition éventuelle des indemnités dues.

2. Une Partie qui fait l'objet d'une demande de dommages et intérêts s'efforce d'en informer sans délai l'autre Partie si celle-ci peut avoir un intérêt dans l'affaire.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 36

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration. Ces Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b. signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats, dont au moins deux Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions de l'alinéa 1.

4. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de l'expression de son consentement à être lié par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1.

Article 37

Adhésion à la Convention

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après avoir consulté les Etats contractants à la Convention, inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 38

Application territoriale

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat pourra, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 39

Relations avec d'autres conventions et accords

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant de conventions internationales multilatérales concernant des questions particulières.

2. Les Parties à la Convention pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, aux fins de compléter ou renforcer les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qu'elle consacre.

3. Lorsque deux ou plusieurs Parties ont déjà conclu un accord ou un traité sur un sujet couvert par la présente Convention, ou lorsqu'elles ont établi d'une autre manière leurs relations quant à ce sujet, elles auront la faculté d'appliquer ledit accord, traité ou arrangement au lieu de la présente Convention, si elle facilite la coopération internationale.

Article 40

Réserves

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou plusieurs réserves figurant aux articles 2, paragraphe 2 ; 6, paragraphe 4 ; 14, paragraphe 3 ; 21, paragraphe 2 ; 25, paragraphe 3 ; et 32, paragraphe 2. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie, en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 41

Amendements

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés par chaque Partie et toute proposition sera communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats membres du Conseil et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 37.

2. Tout amendement proposé par une Partie est communiqué au Comité européen pour les problèmes criminels qui soumet au Comité des Ministres son avis sur l'amendement proposé.

3. Le Comité des Ministres examine l'amendement proposé et l'avis soumis par le Comité européen pour les problèmes criminels, et peut adopter l'amendement.

4. Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 3 du présent article est transmis aux Parties pour acceptation.

5. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

Article 42

Règlement des différends

1. Le Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe sera tenu informé de l'interprétation et de l'application de la présente Convention.

2. En cas de différend entre les Parties sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement du différend par la négociation ou tout autre moyen pacifique à leur choix, y compris la soumission du différend au Comité européen pour les problèmes criminels, à un tribunal arbitral qui prendra des décisions qui lieront les Parties au différend, ou à la Cour internationale de justice, selon un accord commun par les Parties concernées.

Article 43

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. Toutefois, la présente Convention continue de s'appliquer à l'exécution, en vertu de l'article 14, d'une confiscation demandée conformément à ses dispositions avant que la dénonciation ne prenne effet.

Article 44

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 36 et 37 ;

d. toute réserve en vertu de l'article 40, paragraphe 1 ;

e. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

CONVENTION ON LAUNDERING, SEARCH, SEIZURE AND CONFISCATION OF THE PROCEEDS FROM CRIME

PREAMBLE

The member States of the Council of Europe and the other States signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Convinced of the need to pursue a common criminal policy aimed at the protection of society;

Considering that the fight against serious crime, which has become an increasingly international problem, calls for the use of modern and effective methods on an international scale;

Believing that one of these methods consists in depriving criminals of the proceeds from crime;

Considering that for the attainment of this aim a well-functioning system of international co-operation also must be established,

Have agreed as follows:

CHAPTER I

USE OF TERMS

Article 1

Use of terms

For the purposes of this Convention:

a. "proceeds" means any economic advantage from criminal offences. It may consist of any property as defined in sub-paragraph *b* of this article;

b. "property" includes property of any description, whether corporeal or incorporeal, movable or immovable, and legal documents or instruments evidencing title to, or interest in such property;

c. "instrumentalities" means any property used or intended to be used, in any manner, wholly or in part, to commit a criminal offence or criminal offences;

d. "confiscation" means a penalty or a measure, ordered by a court following proceedings in relation to a criminal offence or criminal offences resulting in the final deprivation of property;

e. "predicate offence" means any criminal offence as a result of which proceeds were generated that may become the subject of an offence as defined in Article 6 of this Convention.

CHAPTER II

MEASURES TO BE TAKEN AT NATIONAL LEVEL

Article 2

Confiscation measures

1. Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to enable it to confiscate instrumentalities and proceeds or property the value of which corresponds to such proceeds.

2. Each Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, declare that paragraph 1 of this article applies only to offences or categories of offences specified in such declaration.

Article 3

Investigative and provisional measures

Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to enable it to identify and trace property which is liable to confiscation pursuant to Article 2, paragraph 1, and to prevent any dealing in, transfer or disposal of such property.

Article 4

Special investigative powers and techniques

1. Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its courts or other competent authorities to order that bank, financial or commercial records be made available or be seized in order to carry out the actions referred to in Articles 2 and 3. A Party shall not decline to act under the provisions of this article on grounds of bank secrecy.

2. Each Party shall consider adopting such legislative and other measures as may be necessary to enable it to use special investigative techniques facilitating the identification and tracing of proceeds and the gathering of evidence related thereto. Such techniques may include monitoring orders, observation, interception of telecommunications, access to computer systems and orders to produce specific documents.

Article 5

Legal remedies

Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to ensure that interested parties affected by measures under Articles 2 and 3 shall have effective legal remedies in order to preserve their rights.

Article 6

Laundering offences

1. Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as offences under its domestic law, when committed intentionally:

a. the conversion or transfer of property, knowing that such property is proceeds, for the purpose of concealing or disguising the illicit origin of the property or of assisting any person who is involved in the commission of the predicate offence to evade the legal consequences of his actions;

b. the concealment or disguise of the true nature, source, location, disposition, movement, rights with respect to, or ownership of, property, knowing that such property is proceeds;

and, subject to its constitutional principles and the basic concepts of its legal system:

c. the acquisition, possession or use of property, knowing, at the time of receipt, that such property was proceeds;

d. participation in, association or conspiracy to commit, attempts to commit and aiding, abetting, facilitating and counselling the commission of any of the offences established in accordance with this article.

2. For the purposes of implementing or applying paragraph 1 of this article:

a. it shall not matter whether the predicate offence was subject to the criminal jurisdiction of the Party;

b. it may be provided that the offences set forth in that paragraph do not apply to the persons who committed the predicate offence;

c. knowledge, intent or purpose required as an element of an offence set forth in that paragraph may be inferred from objective, factual circumstances.

3. Each Party may adopt such measures as it considers necessary to establish also as offences under its domestic law all or some of the acts referred to in paragraph 1 of this article, in any or all of the following cases where the offender:

a. ought to have assumed that the property was proceeds;

b. acted for the purpose of making profit;

c. acted for the purpose of promoting the carrying on of further criminal activity.

4. Each Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe declare that paragraph 1 of this article applies only to predicate offences or categories of such offences specified in such declaration.

CHAPTER III

INTERNATIONAL CO-OPERATION

Section 1

Principles of international co-operation

Article 7

General principles and measures for international co-operation

1. The Parties shall co-operate with each other to the widest extent possible for the purposes of investigations and proceedings aiming at the confiscation of instrumentalities and proceeds.

2. Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to enable it to comply, under the conditions provided for in this chapter, with requests:

a. for confiscation of specific items of property representing proceeds or instrumentalities, as well as for confiscation of proceeds consisting in a requirement to pay a sum of money corresponding to the value of proceeds;

b. for investigative assistance and provisional measures with a view to either form of confiscation referred to under *a* above.

Section 2

Investigative assistance

Article 8

Obligation to assist

The Parties shall afford each other, upon request, the widest possible measure of assistance in the identification and tracing of instrumentalities, proceeds and other property liable to confiscation. Such assistance shall include any measure providing and securing evidence as to the existence, location or movement, nature, legal status or value of the aforementioned property.

Article 9

Execution of assistance

The assistance pursuant to Article 8 shall be carried out as permitted by and in accordance with the domestic law of the requested Party and, to the extent not incompatible with such law, in accordance with the procedures specified in the request.

Article 10

Spontaneous information

Without prejudice to its own investigations or proceedings, a Party may without prior request forward to another Party information on instrumentalities and proceeds, when it considers that the disclosure of such information might assist the receiving Party in initiating or carrying out investigations or proceedings or might lead to a request by that Party under this chapter.

Section 3

Provisional measures

Article 11

Obligation to take provisional measures

1. At the request of another Party which has instituted criminal proceedings or proceedings for the purpose of confiscation, a Party shall take the necessary provisional measures, such as freezing or seizing, to prevent any dealing in, transfer or disposal of property which, at a later stage, may be the subject of a request for confiscation or which might be such as to satisfy the request.

2. A Party which has received a request for confiscation pursuant to Article 13 shall, if so requested, take the measures mentioned in paragraph 1 of this article in respect of any property which is the subject of the request or which might be such as to satisfy the request.

Article 12

Execution of provisional measures

1. The provisional measures mentioned in Article 11 shall be carried out as permitted by and in accordance with the domestic law of the requested Party and, to the extent not incompatible with such law, in accordance with the procedures specified in the request.

2. Before lifting any provisional measure taken pursuant to this article, the requested Party shall, wherever possible, give the requesting Party an opportunity to present its reasons in favour of continuing the measure.

Section 4

Confiscation

Article 13

Obligation to confiscate

1. A Party, which has received a request made by another Party for confiscation concerning instrumentalities or proceeds, situated in its territory, shall:

a. enforce a confiscation order made by a court of a requesting Party in relation to such instrumentalities or proceeds; or

b. submit the request to its competent authorities for the purpose of obtaining an order of confiscation and, if such order is granted, enforce it.

2. For the purposes of applying paragraph 1.*b* of this article, any Party shall whenever necessary have competence to institute confiscation proceedings under its own law.

3. The provisions of paragraph 1 of this article shall also apply to confiscation consisting in a requirement to pay a sum of money corresponding to the value of proceeds, if property on which the confiscation can be enforced is located in the requested Party. In such cases, when enforcing confiscation pursuant to paragraph 1, the requested Party shall, if payment is not obtained, realise the claim on any property available for that purpose.

4. If a request for confiscation concerns a specific item of property, the Parties may agree that the requested Party may enforce the confiscation in the form of a requirement to pay a sum of money corresponding to the value of the property.

Article 14

Execution of confiscation

1. The procedures for obtaining and enforcing the confiscation under Article 13 shall be governed by the law of the requested Party.

2. The requested Party shall be bound by the findings as to the facts in so far as they are stated in a conviction or judicial decision of the requesting Party or in so far as such conviction or judicial decision is implicitly based on them.

3. Each Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, declare that paragraph 2 of this article applies only subject to its constitutional principles and the basic concepts of its legal system.

4. If the confiscation consists in the requirement to pay a sum of money, the competent authority of the requested Party shall convert the amount thereof into the currency of that Party at the rate of exchange ruling at the time when the decision to enforce the confiscation is taken.

5. In the case of Article 13, paragraph 1.*a*, the requesting Party alone shall have the right to decide on any application for review of the confiscation order.

Article 15

Confiscated property

Any property confiscated by the requested Party shall be disposed of by that Party in accordance with its domestic law, unless otherwise agreed by the Parties concerned.

Article 16

Right of enforcement and maximum amount of confiscation

1. A request for confiscation made under Article 13 does not affect the right of the requesting Party to enforce itself the confiscation order.

2. Nothing in this Convention shall be so interpreted as to permit the total value of the confiscation to exceed the amount of the sum of money specified in the confiscation order. If a Party finds that this might occur, the Parties concerned shall enter into consultations to avoid such an effect.

Article 17

Imprisonment in default

The requested Party shall not impose imprisonment in default or any other measure restricting the liberty of a person as a result of a request under Article 13, if the requesting Party has so specified in the request.

Section 5

Refusal and postponement of co-operation

Article 18

Grounds for refusal

1. Co-operation under this chapter may be refused if:

a. the action sought would be contrary to the fundamental principles of the legal system of the requested Party; or

b. the execution of the request is likely to prejudice the sovereignty, security, *ordre public* or other essential interests of the requested Party; or

c. in the opinion of the requested Party, the importance of the case to which the request relates does not justify the taking of the action sought; or

d. the offence to which the request relates is a political or fiscal offence; or

e. the requested Party considers that compliance with the action sought would be contrary to the principle of *ne bis in idem*; or

f. the offence to which the request relates would not be an offence under the law of the requested Party if committed within its jurisdiction. However, this ground for refusal applies to co-operation under Section 2 only in so far as the assistance sought involves coercive action.

2. Co-operation under Section 2, in so far as the assistance sought involves coercive action, and under Section 3 of this chapter, may also be refused if the measures sought could not be taken under the domestic law of the requested Party for the purposes of investigations or proceedings, had it been a similar domestic case.

3. Where the law of the requested Party so requires, co-operation under Section 2, in so far as the assistance sought involves coercive action, and under Section 3 of this chapter may also be refused if the measures sought or any other measures having similar effects would not be permitted under the law of the requesting Party, or, as regards the competent authorities of the requesting Party, if the request is not authorised by either a judge or another judicial authority, including public prosecutors, any of these authorities acting in relation to criminal offences.

4. Co-operation under Section 4 of this chapter may also be refused if:

a. under the law of the requested Party confiscation is not provided for in respect of the type of offence to which the request relates; or

b. without prejudice to the obligation pursuant to Article 13, paragraph 3, it would be contrary to the principles of the domestic laws of the requested Party concerning the limits of confiscation in respect of the relationship between an offence and:

i. an economic advantage that might be qualified as its proceeds; or

ii. property that might be qualified as its instrumentalities; or

c. under the law of the requested Party confiscation may no longer be imposed or enforced because of the lapse of time; or

d. the request does not relate to a previous conviction, or a decision of a judicial nature or a statement in such a decision that an offence or several offences have been committed, on the basis of which the confiscation has been ordered or is sought; or

e. confiscation is either not enforceable in the requesting Party, or it is still subject to ordinary means of appeal; or

f. the request relates to a confiscation order resulting from a decision rendered *in absentia* of the person against whom the order was issued and, in the opinion of the requested Party, the proceedings

conducted by the requesting Party leading to such decision did not satisfy the minimum rights of defence recognised as due to everyone against whom a criminal charge is made.

5. For the purposes of paragraph 4.*f* of this article a decision is not considered to have been rendered *in absentia* if:

a. it has been confirmed or pronounced after opposition by the person concerned; or

b. it has been rendered on appeal, provided that the appeal was lodged by the person concerned.

6. When considering, for the purposes of paragraph 4.*f* of this article, if the minimum rights of defence have been satisfied, the requested Party shall take into account the fact that the person concerned has deliberately sought to evade justice or the fact that that person, having had the possibility of lodging a legal remedy against the decision made *in absentia*, elected not to do so. The same will apply when the person concerned, having been duly served with the summons to appear, elected not to do so nor to ask for adjournment.

7. A Party shall not invoke bank secrecy as a ground to refuse any co-operation under this chapter. Where its domestic law so requires, a Party may require that a request for co-operation which would involve the lifting of bank secrecy be authorised by either a judge or another judicial authority, including public prosecutors, any of these authorities acting in relation to criminal offences.

8. Without prejudice to the ground for refusal provided for in paragraph 1.*a* of this article:

a. the fact that the person under investigation or subjected to a confiscation order by the authorities of the requesting Party is a legal person shall not be invoked by the requested Party as an obstacle to affording any co-operation under this chapter;

b. the fact that the natural person against whom an order of confiscation of proceeds has been issued has subsequently died or the fact that a legal person against whom an order of confiscation of proceeds has been issued has subsequently been dissolved shall not be invoked as an obstacle to render assistance in accordance with Article 13, paragraph 1.*a*.

Article 19

Postponement

The requested Party may postpone action on a request if such action would prejudice investigations or proceedings by its authorities.

Article 20

Partial or conditional granting of a request

Before refusing or postponing co-operation under this chapter, the requested Party shall, where appropriate after having consulted the requesting Party, consider whether the request may be granted partially or subject to such conditions as it deems necessary.

Section 6

Notification and protection of third parties' rights

Article 21

Notification of documents

1. The Parties shall afford each other the widest measure of mutual assistance in the serving of judicial documents to persons affected by provisional measures and confiscation.

2. Nothing in this article is intended to interfere with:

a. the possibility of sending judicial documents, by postal channels, directly to persons abroad;

b. the possibility for judicial officers, officials or other competent authorities of the Party of origin to effect service of judicial documents directly through the consular authorities of that Party or through judicial officers, officials or other competent authorities of the Party of destination,

unless the Party of destination makes a declaration to the contrary to the Secretary General of the Council of Europe at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

3. When serving judicial documents to persons abroad affected by provisional measures or confiscation orders issued in the sending Party, this Party shall indicate what legal remedies are available under its law to such persons.

Article 22

Recognition of foreign decisions

1. When dealing with a request for co-operation under Sections 3 and 4, the requested Party shall recognise any judicial decision taken in the requesting Party regarding rights claimed by third parties.

2. Recognition may be refused if:

a. third parties did not have adequate opportunity to assert their rights; or

b. the decision is incompatible with a decision already taken in the requested Party on the same matter; or

c. it is incompatible with the *ordre public* of the requested Party; or

d. the decision was taken contrary to provisions on exclusive jurisdiction provided for by the law of the requested Party.

Section 7

Procedural and other general rules

Article 23

Central authority

1. The Parties shall designate a central authority or, if necessary, authorities, which shall be responsible for sending and answering requests made under this chapter, the execution of such requests or the transmission of them to the authorities competent for their execution.

2. Each Party shall, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, communicate to the Secretary General of the Council of Europe the names and addresses of the authorities designated in pursuance of paragraph 1 of this article.

Article 24

Direct communication

1. The central authorities shall communicate directly with one another.

2. In the event of urgency, requests or communications under this chapter may be sent directly by the judicial authorities, including public prosecutors, of the requesting Party to such authorities of the requested Party. In such cases a copy shall be sent at the same time to the central authority of the requested Party through the central authority of the requesting Party.

3. Any request or communication under paragraphs 1 and 2 of this article may be made through the International Criminal Police Organisation (Interpol).

4. Where a request is made pursuant to paragraph 2 of this article and the authority is not competent to deal with the request, it shall refer the request to the competent national authority and inform directly the requesting Party that it has done so.

5. Requests or communications under Section 2 of this chapter, which do not involve coercive action, may be directly transmitted by the competent authorities of the requesting Party to the competent authorities of the requested Party.

Article 25

Form of request and languages

1. All requests under this chapter shall be made in writing. Modern means of telecommunications, such as telefax, may be used.

2. Subject to the provisions of paragraph 3 of this article, translations of the requests or supporting documents shall not be required.

3. At the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, any Party may communicate to the Secretary General of the Council of Europe a declaration that it reserves the right to require that requests made to it and documents supporting such requests be accompanied by a translation into its own language or into one of the official languages of the Council of Europe or into such one of these languages as it shall indicate. It may on that occasion declare its readiness to accept translations in any other language as it may specify. The other Parties may apply the reciprocity rule.

Article 26

Legalisation

Documents transmitted in application of this chapter shall be exempt from all legalisation formalities.

Article 27

Content of request

1. Any request for co-operation under this chapter shall specify:

a. the authority making the request and the authority carrying out the investigations or proceedings;

b. the object of and the reason for the request;

c. the matters, including the relevant facts (such as date, place and circumstances of the offence) to which the investigations or proceedings relate, except in the case of a request for notification;

d. in so far as the co-operation involves coercive action:

i. the text of the statutory provisions or, where this is not possible, a statement of the relevant law applicable; and

ii. an indication that the measure sought or any other measures having similar effects could be taken in the territory of the requesting Party under its own law;

e. where necessary and in so far as possible:

i. details of the person or persons concerned, including name, date and place of birth, nationality and location, and, in the case of a legal person, its seat; and

ii. the property in relation to which co-operation is sought, its location, its connection with the person or persons concerned, any connection with the offence, as well as any available information about other persons' interests in the property; and

f. any particular procedure the requesting Party wishes to be followed.

2. A request for provisional measures under Section 3 in relation to seizure of property on which a confiscation order consisting in the requirement to pay a sum of money may be realised shall also indicate a maximum amount for which recovery is sought in that property.

3. In addition to the indications mentioned in paragraph 1, any request under Section 4 shall contain:

a. in the case of Article 13, paragraph 1.*a*:

i. a certified true copy of the confiscation order made by the court in the requesting Party and a statement of the grounds on the basis of which the order was made, if they are not indicated in the order itself;

ii. an attestation by the competent authority of the requesting Party that the confiscation order is enforceable and not subject to ordinary means of appeal;

iii. information as to the extent to which the enforcement of the order is requested: and

iv. information as to the necessity of taking any provisional measures;

b. in the case of Article 13, paragraph 1.*b*, a statement of the facts relied upon by the requesting Party sufficient to enable the requested Party to seek the order under its domestic law:

c. when third parties have had the opportunity to claim rights, documents demonstrating that this has been the case.

Article 28

Defective requests

1. If a request does not comply with the provisions of this chapter or the information supplied is not sufficient to enable the requested Party to deal with the request, that Party may ask the requesting Party to amend the request or to complete it with additional information.

2. The requested Party may set a time-limit for the receipt of such amendments or information.

3. Pending receipt of the requested amendments or information in relation to a request under Section 4 of this chapter, the requested Party may take any of the measures referred to in Sections 2 or 3 of this chapter.

Article 29

Plurality of requests

1. Where the requested Party receives more than one request under Sections 3 or 4 of this chapter in respect of the same person or property, the plurality of requests shall not prevent that Party from dealing with the requests involving the taking of provisional measures.

2. In the case of plurality of requests under Section 4 of this chapter, the requested Party shall consider consulting the requesting Parties.

Article 30

Obligation to give reasons

The requested Party shall give reasons for any decision to refuse, postpone or make conditional any co-operation under this chapter.

Article 31

Information

1. The requested Party shall promptly inform the requesting Party of:

a. the action initiated on a request under this chapter;

b. the final result of the action carried out on the basis of the request;

c. a decision to refuse, postpone or make conditional, in whole or in part, any co-operation under this chapter;

d. any circumstances which render impossible the carrying out of the action sought or are likely to delay it significantly; and

e. in the event of provisional measures taken pursuant to a request under Sections 2 or 3 of this chapter, such provisions of its domestic law as would automatically lead to the lifting of the provisional measure.

2. The requesting Party shall promptly inform the requested Party of:

a. any review, decision or any other fact by reason of which the confiscation order ceases to be wholly or partially enforceable; and

b. any development, factual or legal, by reason of which any action under this chapter is no longer justified.

3. Where a Party, on the basis of the same confiscation order, requests confiscation in more than one Party, it shall inform all Parties which are affected by an enforcement of the order about the request.

Article 32

Restriction of use

1. The requested Party may make the execution of a request dependent on the condition that the information or evidence obtained will not, without its prior consent, be used or transmitted by the authorities of the requesting Party for investigations or proceedings other than those specified in the request.

2. Each Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, declare that, without its prior consent, information or evidence provided by it under this chapter may not be used or transmitted by the authorities of the requesting Party in investigations or proceedings other than those specified in the request.

Article 33

Confidentiality

1. The requesting Party may require that the requested Party keep confidential the facts and substance of the request, except to the extent necessary to execute the request. If the requested Party cannot comply with the requirement of confidentiality, it shall promptly inform the requesting Party.

2. The requesting Party shall, if not contrary to basic principles of its national law and if so requested, keep confidential any evidence and information provided by the requested Party, except to the extent that its disclosure is necessary for the investigations or proceedings described in the request.

3. Subject to the provisions of its domestic law, a Party which has received spontaneous information under Article 10 shall comply with any requirement of confidentiality as required by the Party which supplies the information. If the other Party cannot comply with such requirement, it shall promptly inform the transmitting Party.

Article 34

Costs

The ordinary costs of complying with a request shall be borne by the requested Party. Where costs of a substantial or extraordinary nature are necessary to comply with a request, the Parties shall consult in order to agree the conditions on which the request is to be executed and how the costs shall be borne.

Article 35

Damages

1. When legal action on liability for damages resulting from an act or omission in relation to co-operation under this chapter has been initiated by a person, the Parties concerned shall consider consulting each other, where appropriate, to determine how to apportion any sum of damages due.

2. A Party which has become subject of a litigation for damages shall endeavour to inform the other Party of such litigation if that Party might have an interest in the case.

CHAPTER IV

FINAL PROVISIONS

Article 36

Signature and entry into force

1. This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe and non-member States which have participated in its elaboration. Such States may express their consent to be bound by:

a. signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or

b. signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.

2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

3. This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which three States, of which at least two are member States of the Council of Europe, have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of paragraph 1.

4. In respect of any signatory State which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of the expression of its consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of paragraph 1.

Article 37

Accession to the Convention

1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Contracting States to the Convention, may invite any State not a member of the Council and not having participated in its elaboration to accede to this Convention, by a decision taken by the majority provided for in Article 20.*d* of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee.

2. In respect of any acceding State the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 38

Territorial application

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any State may, at any later date, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General. The withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

Article 39

Relationship to other conventions and agreements

1. This Convention does not affect the rights and undertakings derived from international multilateral conventions concerning special matters.

2. The Parties to the Convention may conclude bilateral or multilateral agreements with one another on the matters dealt with in this Convention, for purposes of supplementing or strengthening its provisions or facilitating the application of the principles embodied in it.

3. If two or more Parties have already concluded an agreement or treaty in respect of a subject which is dealt with in this Convention or otherwise have established their relations in respect of that subject, they shall be entitled to apply that agreement or treaty or to regulate those relations accordingly, in lieu of the present Convention, if it facilitates international co-operation.

Article 40

Reservations

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, declare that it avails itself of one or more of the reservations provided for in Article 2, paragraph 2, Article 6, paragraph 4, Article 14, paragraph 3, Article 21, paragraph 2, Article 25, paragraph 3 and Article 32, paragraph 2. No other reservation may be made.

2. Any State which has made a reservation under the preceding paragraph may wholly or partly withdraw it by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall take effect on the date of receipt of such notification by the Secretary General.

3. A Party which has made a reservation in respect of a provision of this Convention may not claim the application of that provision by any other Party; it may, however, if its reservation is partial or conditional, claim the application of that provision in so far as it has itself accepted it.

Article 41

Amendments

1. Amendments to this Convention may be proposed by any Party, and shall be communicated by the Secretary General of the Council of Europe to the member States of the Council of Europe and to every non-member State which has acceded to or has been invited to accede to this Convention in accordance with the provisions of Article 37.

2. Any amendment proposed by a Party shall be communicated to the European Committee on Crime Problems which shall submit to the Committee of Ministers its opinion on that proposed amendment.

3. The Committee of Ministers shall consider the proposed amendment and the opinion submitted by the European Committee on Crime Problems and may adopt the amendment.

4. The text of any amendment adopted by the Committee of Ministers in accordance with paragraph 3 of this article shall be forwarded to the Parties for acceptance.

5. Any amendment adopted in accordance with paragraph 3 of this article shall come into force on the thirtieth day after all Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof.

Article 42

Settlement of disputes

1. The European Committee on Crime Problems of the Council of Europe shall be kept informed regarding the interpretation and application of this Convention.

2. In case of a dispute between Parties as to the interpretation or application of this Convention, they shall seek a settlement of the dispute through negotiation or any other peaceful means of their choice, including submission of the dispute to the European Committee on Crime Problems, to an arbitral tribunal whose decisions shall be binding upon the Parties, or to the International Court of Justice, as agreed upon by the Parties concerned.

Article 43

Denunciation

1. Any Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

3. The present Convention shall, however, continue to apply to the enforcement under Article 14 of confiscation for which a request has been made in conformity with the provisions of this Convention before the date on which such a denunciation takes effect.

Article 44

Notifications

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council and any State which has acceded to this Convention of:

a. any signature;

b. the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

c. any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 36 and 37;

d. any reservation made under Article 40, paragraph 1;

e. any other act, notification or communication relating to this Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, the 8th day of November 1990, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the non-member States which have participated in the elaboration of this Convention, and to any State invited to accede to it.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 8 novembre 1990, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle-ci.

For the Government of the Republic of Austria :

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

sous réserve de ratification ou d'acceptation

Strasbourg, le 10 juillet 1991

Werner SAUTTER

For the Government of the Kingdom of Belgium :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

sous réserve de ratification ou d'acceptation

Melchior WATHELET

For the Government of the Republic of Cyprus :

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

sous réserve de ratification ou d'acceptation

Christodoulos VENIAMIN

For the Government of the Kingdom of Denmark :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

sous réserve de ratification ou d'acceptation

Hans ENGELL

For the Government of the Republic of Finland :

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :

Strasbourg, 25 September 1991
with reservation in respect of ratification or acceptance

Hannele POKKA

For the Government of the French Republic :

Pour le Gouvernement de la République française :

sous réserve de ratification ou d'acceptation
Strasbourg, le 5 juillet 1991

Pierre de BOISDEFFRE

For the Government of the Federal Republic of Germany :

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

sous réserve de ratification ou d'acceptation

Conrad von SCHUBERT

For the Government of the Hellenic Republic :

Pour le Gouvernement de la République hellénique :

Strasbourg, le 28 septembre 1992
sous réserve de ratification ou d'acceptation

Léonidas MAVROMICHALIS

For the Government of the Republic of Hungary :

Pour le Gouvernement de la République de Hongrie :

Strasbourg, 6th November 1997
with reservation in respect of ratification or acceptance

László KOVÁCS

For the Government
of the Icelandic Republic :

Pour le Gouvernement
de la République Islandaise :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Albert GUDMUNDSSON

For the Government
of Ireland :

Pour le Gouvernement
d'Irlande :

Strasbourg, 15 October 1996
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Geraldine SKINNER

For the Government
of the Italian Republic :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Maria Pia GARAVAGLIA

For the Government
of the Principality of Liechtenstein :

Pour le Gouvernement
de la Principauté de Liechtenstein :

Strasbourg, le 29 juin 1995
sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Mario FRICK

For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg :

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg :

Strasbourg, le 28 septembre 1992
sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Marc FISCHBACH

For the Government of Malta :

Pour le Gouvernement de Malte :

For the Government of the Kingdom of the Netherlands :

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

E.M.H. HIRSCH BALLIN

For the Government of the Kingdom of Norway :

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Sven KNUDSEN

For the Government of the Portuguese Republic :

Pour le Gouvernement de la République portugaise :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Álvaro LABORINHO LÚCIO

For the Government of the Republic of San Marino :

Pour le Gouvernement de la République de Saint-Marin :

Strasbourg, le 16 novembre 1995
sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Gabriele GATTI

For the Government
of the Kingdom of Spain :

Pour le Gouvernement
du Royaume d'Espagne :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Julian GARCIA VARGAS

For the Government
of the Kingdom of Sweden :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Jan ÖLANDER

For the Government
of the Swiss Confederation :

Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse :

Strasbourg, le 23 août 1991
sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Yves R. MORET

For the Government
of the Turkish Republic :

Pour le Gouvernement
de la République turque :

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

sous réserve de ratification
ou d'acception

John H. C. PATTEN
Subject to ratification

For the Government
of Australia :

Pour le Gouvernement
de l'Australie :

Strasbourg, 28 September 1992
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Thomas Anthony SHERMAN

For the Government
of Canada :

Pour le Gouvernement
du Canada :

For the Government
of the United States of America :

Pour le Gouvernement
des Etats-Unis d'Amérique :

For the Government
of the Czech and Slovak
Federal Republic :

Pour le Gouvernement
de la République fédérative
tchèque et slovaque :

For the Government
of the Republic of Poland :

Pour le Gouvernement
de la République de Pologne :

For the Government of the Republic of Bulgaria : Pour le Gouvernement de la République de Bulgarie :

Strasbourg, le 28 septembre 1992
sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Valentin DOBREV

For the Government of the Republic of Estonia : Pour le Gouvernement de la République d'Estonie :

For the Government of the Republic of Lithuania : Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Strasbourg, 3 June 1994
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Aurimas TAURANTAS

For the Government of the Republic of Slovenia : Pour le Gouvernement de la République de Slovénie :

Strasbourg, 23 November 1993
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Andrej NOVAK

For the Government of the Czech Republic : Pour le Gouvernement de la République tchèque :

Strasbourg, 18th December 1995
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Jiří NOVÁK

For the Government of the Slovak Republic : Pour le Gouvernement de la République slovaque :

For the Government of Romania :

Pour le Gouvernement de la Roumanie :

sous réserve de ratification ou d'acceptation
Strasbourg, le 18 mars 1997

Sabin POP

For the Government of the Principality of Andorra :

Pour le Gouvernement de la Principauté d'Andorre :

For the Government of the Republic of Latvia :

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

Strasbourg, 11 March 1998
with reservation in respect of ratification or acceptance

Māris KLIŠĀNS

For the Government of the Republic of Albania :

Pour le Gouvernement de la République d'Albanie :

For the Government of the Republic of Moldova :

Pour le Gouvernement de la République de Moldova :

Strasbourg, le 6 Mai 1997
sous réserve de ratification ou d'acceptation

Aurelian DANILA

For the Government
of Ukraine :

Pour le Gouvernement
de l'Ukraine :

Strasbourg, 29 May 1997
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Serhiy HOLOVATY

For the Government
of the Russian Federation :

Pour le Gouvernement
de la Fédération de Russie :

For the Government
of the Republic of Croatia :

Pour le Gouvernement
de la République de Croatie :

Strasbourg, 6 November 1996
with reservation in respect
of ratification or acceptance

Mate GRANIĆ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Strasbourg, le 5 mai 1998
Pour le Secrétaire Général :

Guy DE VEL
Directeur des Affaires Juridiques

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΟ ΞΕΠΛΥΜΑ, ΤΗΝ ΕΡΕΥΝΑ, ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΧΕΣΗ ΚΑΙ ΔΗΜΕΥΣΗ ΤΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ ΠΟΥ ΠΡΟΕΡΧΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΕΓΚΛΗΜΑΤΙΚΕΣ ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και τα υπόλοιπα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η πραγματοποίηση μιας στενότερης ένωσης μεταξύ των μελών του,

ΕΧΟΝΤΑΣ πεισθεί ότι είναι αναγκαίο να ακολουθήσουν μια κοινή ποινική πολιτική με σκοπό την προστασία της κοινωνίας,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι ο αγώνας κατά της σοβαρής εγκληματικότητας, που όλο και περισσότερο αποτελεί διεθνές πρόβλημα, απαιτεί τη χρήση σύγχρονων και αποτελεσματικών μεθόδων σε διεθνές επίπεδο,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ότι μία από τις μεθόδους αυτές συνίσταται στο να αποστερηθεί ο εγκληματίας των προϊόντων του εγκλήματος,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι για να επιτευχθεί ο στόχος αυτός πρέπει επίσης να εφαρμοστεί ένα ικανοποιητικό σύστημα διεθνούς συνεργασίας,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ τα εξής:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
Ορολογία

Άρθρο 1
Ορολογία

Για τους σκοπούς της Σύμβασης αυτής:
α. ως "προϊόν" θεωρείται κάθε οικονομικό πλεονέκτημα που προέρχεται από ποινικά αδικήματα. Το πλεονέκτημα αυτό μπορεί να συνίσταται σε κάθε αγαθό, όπως αυτό ορίζεται στην υποπαράγραφο β' του παρόντος άρθρου·
β. η "περιουσία" περιλαμβάνει κάθε είδους περιουσιακό στοιχείο, είτε αυτό είναι ενσώματο ή ασώματο, κινητό ή ακίνητο, καθώς και νομικές πράξεις ή έγγραφα που πιστοποιούν έναν τίτλο ή δικαίωμα επί του περιουσιακού στοιχείου·
γ. ως "όργανα" θεωρούνται κάθε είδους αντικείμενα που χρησιμοποιούνται ή προορίζονται να χρησιμοποιηθούν με οποιονδήποτε τρόπο, εξ ολοκλήρου ή εν μέρει, για να διαπραχθούν ένα ή περισσότερα ποινικά αδικήματα·
δ. ως "δήμευση" θεωρείται μια ποινή ή ένα μέτρο που διατάσσεται από δικαστήριο κατόπιν διαδικασίας σχετικής με ένα ή περισσότερα ποινικά αδικήματα και καταλήγει στη μόνιμη αποστέρηση του περιουσιακού στοιχείου·
ε. ως "κύριο αδίκημα" θεωρείται κάθε ποινικό αδίκημα από το οποίο προήλθαν προϊόντα ικανά να καταστούν αντικείμενο αδικήματος σύμφωνα με το άρθρο 6 της παρούσας Σύμβασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ
Μέτρα που πρέπει να ληφθούν σε εθνικό επίπεδο

Άρθρο 2
Μέτρα δήμευσης

1. Κάθε Μέρος υιοθετεί όσα νομοθετικά ή άλλα μέτρα είναι αναγκαία, ώστε να καταστεί δυνατή η δήμευση οργάνων και προϊόντων ή περιουσιακών στοιχείων η αξία των οποίων αντιστοιχεί στα προϊόντα αυτά.

2. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης να δηλώσει ότι η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζεται μόνο στα αδικήματα ή στις κατηγορίες αδικημάτων που καθορίζονται στη δήλωση.

Άρθρο 3
Μέτρα έρευνας και προσωρινά μέτρα

Κάθε Μέρος υιοθετεί εκείνα τα νομοθετικά και άλλα μέτρα, τα οποία αποδεικνύονται αναγκαία, ώστε να αναγνωρίζει και να αναζητεί τα υποκείμενα σε δήμευση περιουσιακά στοιχεία σύμφωνα με το άρθρο 2 παράγραφος 1 και να προλαμβάνει κάθε συναλλαγή, μεταφορά ή διάθεση σχετική με τα περιουσιακά στοιχεία αυτά.

Άρθρο 4
Ειδικές ανακριτικές εξουσίες και τεχνικές

1. Κάθε Μέρος υιοθετεί εκείνα τα νομοθετικά και άλλα μέτρα, τα οποία αποδεικνύονται αναγκαία, ώστε να παρέχει στα δικαστήριά του ή στις άλλες αρμόδιες αρχές του την εξουσία να διατάσσουν τη γνωστοποίηση ή κατάσχεση κάθε τραπεζικού, οικονομικού ή εμπορικού εγγράφου ώστε να καταστεί εφικτή η εφαρμογή των αναφερόμενων στα άρθρα 2 και 3 μέτρων. Κανένα Μέρος δεν θα μπορεί να επικαλεστεί το τραπεζικό απόρρητο προκειμένου να αρνηθεί να εφαρμόσει τις διατάξεις του παρόντος άρθρου.

2. Κάθε Μέρος εξετάζει την περίπτωση να υιοθετήσει εκείνα τα νομοθετικά και άλλα μέτρα, τα οποία αποδεικνύονται αναγκαία, ώστε να καταστεί δυνατή η χρησιμοποίηση ειδικών ανακριτικών τεχνικών, οι οποίες θα διευκολύνουν την αναγνώριση και αναζήτηση του προϊόντος, καθώς και τη συλλογή των σχετικών αποδείξεων. Οι τεχνικές αυτές μπορούν να περιλαμβάνουν εντολές παρακολούθησης τραπεζικών λογαριασμών, επιτήρηση, παρακολούθηση των τηλεπικοινωνιών, πρόσβαση σε πληροφορικά συστήματα και εντολές παραγωγής συγκεκριμένων εγγράφων.

Άρθρο 5
Ένδικα βοηθήματα

Κάθε Μέρος υιοθετεί τα νομοθετικά και άλλα μέτρα, τα οποία αποδεικνύονται αναγκαία, ώστε τα ενδιαφε-

ρόμενα Μέρη που θίγονται από τα μέτρα που προβλέπονται στα άρθρα 2 και 3 να έχουν στη διάθεσή τους αποτελεσματικά ένδικα βοηθήματα για την προστασία των δικαιωμάτων τους.

Άρθρο 6
Αδικήματα σχετικά με το "ξέπλυμα" χρήματος

1. Κάθε Μέρος υιοθετεί όσα νομοθετικά ή άλλα μέτρα αποδεικνύονται αναγκαία για να προσδώσουν χαρακτήρα ποινικού αδικήματος σύμφωνα με την εσωτερική του νομοθεσία, στις παρακάτω πράξεις, όταν αυτές διαπράττονται με πρόθεση:

α. μετατροπή ή μεταφορά περιουσιακών στοιχείων εν γνώσει ότι αυτά αποτελούν προϊόντα εγκλήματος, με σκοπό απόκρυψη ή κάλυψη της παράνομης προέλευσης της περιουσίας ή παροχή συνδρομής σε πρόσωπο που εμπλέκεται στη διάπραξη του κυρίου αδικήματος, προκειμένου να αποφύγει τις έννομες συνέπειες των πράξεών του,

β. απόκρυψη ή κάλυψη της πραγματικής φύσης, προέλευσης, θέσης, διάθεσης, διακίνησης ή δικαιωμάτων σχετικών με περιουσιακά στοιχεία, εν γνώσει ότι αυτά αποτελούν προϊόντα εγκλήματος και με την επιφύλαξη των συνταγματικών αρχών και των θεμελιωδών εννοιών του νομικού του συστήματος,

γ. απόκτηση, κατοχή ή χρήση περιουσιακών στοιχείων, εν γνώσει, κατά το χρόνο της λήψης τους, ότι αυτά αποτελούσαν προϊόντα εγκλήματος,

δ. συμμετοχή σε οποιοδήποτε από τα αδικήματα που θεσπίζονται σύμφωνα με το παρόν άρθρο ή κάθε ένωση, συμφωνία, απόπειρα διάπραξης ή συνέργεια που συνίστανται σε παροχή συνδρομής, βοήθειας ή συμβουλών για την εκτέλεσή τους.

2. Προκειμένου να εφαρμοστεί η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου:

α. δεν ασκεί επιρροή αν το κύριο αδίκημα υπαγόταν στην ποινική δικαιοδοσία του Μέρους·

β. μπορεί να προβλεφθεί ότι τα αδικήματα που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή δεν αφορούν τους δράστες του κύριου αδικήματος·

γ. η γνώση, η πρόθεση ή ο σκοπός που απαιτούνται ως στοιχεία ενός από τα αδικήματα που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή μπορούν να συνάγονται από αντικειμενικές, πραγματικές περιστάσεις.

3. Κάθε Μέρος μπορεί να υιοθετήσει τα μέτρα που θεωρεί αναγκαία για να προσδώσει χαρακτήρα ποινικού αδικήματος, δυνάμει του εσωτερικού του δικαίου, σε όλες ή ορισμένες από τις πράξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1, σε όλες ή σε κάποια από τις ακόλουθες περιπτώσεις κατά τις οποίες ο δράστης:

α. όφειλε να υποθέσει ότι το περιουσιακό στοιχείο αποτελούσε προϊόν,
β. ενήργησε με σκοπό την κερδοσκοπία,
γ. ενήργησε με σκοπό να διευκολύνει τη συνέχιση μιας εγκληματικής δραστηριότητας.

4. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να δηλώσει ότι η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζεται μόνο επί των κύριων αδικημάτων ή των κατηγοριών κύριων αδικημάτων που καθορίζονται στη δήλωση αυτή.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III
ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τμήμα 1
Αρχές διεθνούς συνεργασίας

Άρθρο 7
Γενικές αρχές και μέτρα διεθνούς συνεργασίας

1. Τα Μέρη συνεργάζονται μεταξύ τους στο μεγαλύτερο δυνατό μέτρο για έρευνες και διαδικασίες που αποβλέπουν στη δήμευση οργάνων και προϊόντων.

2. Κάθε Μέρος υιοθετεί όσα νομοθετικά ή άλλα μέτρα αποδεικνύονται αναγκαία, ώστε να μπορέσει να ανταποκριθεί, υπό τις προβλεπόμενες στο Κεφάλαιο αυτό προϋποθέσεις, στις αιτήσεις:

α. Δήμευσης συγκεκριμένων περιουσιακών στοιχείων που συνίστανται σε προϊόντα ή όργανα, καθώς και δήμευσης των προϊόντων που συνίστανται στην υποχρέωση καταβολής ενός χρηματικού ποσού που αντιστοιχεί στην αξία του προϊόντος.

β. Αμοιβαίας βοήθειας για σκοπούς έρευνας και προσωρινών μέτρων που έχουν ως σκοπό τη μία από τις αναφερόμενες στο στοιχείο α' μορφές δήμευσης.

Τμήμα 2
Αμοιβαία βοήθεια για σκοπούς έρευνας

Άρθρο 8
Υποχρέωση αμοιβαίας βοήθειας

Τα Μέρη θα παρέχουν κατόπιν αιτήσεως την ευρύτερη δυνατή αμοιβαία συνδρομή για την αναγνώριση και ανακάλυψη των οργάνων, των προϊόντων και των άλλων περιουσιακών στοιχείων που υπόκεινται σε δήμευση. Η αμοιβαία αυτή βοήθεια συνίσταται κυρίως σε κάθε σχετικό μέτρο προσαγωγής και εξασφάλισης των αποδεικτικών στοιχείων που αφορούν την ύπαρξη, τη θέση ή τη διακίνηση, τη φύση, τη νομική κατάσταση ή την αξία των προαναφερθέντων στοιχείων.

Άρθρο 9
Εκτέλεση της αμοιβαίας βοήθειας

Η προβλεπόμενη στο άρθρο 8 αμοιβαία βοήθεια παρέχεται σύμφωνα με το εσωτερικό δίκαιο του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, καθώς και σύμφωνα με τις προσδιοριζόμενες στην αίτηση διαδικασίες, στο μέτρο που αυτές δεν είναι ασυμβίβαστες με το εσωτερικό δίκαιο.

Άρθρο 10
Αυθόρμητη διαβίβαση πληροφοριών

Με την επιφύλαξη των δικών του ερευνών και διαδικασιών, ένα Μέρος μπορεί, χωρίς να προηγηθεί αίτηση, να διαβιβάσει σε ένα άλλο Μέρος πληροφορίες σχετικές με τα όργανα και τα προϊόντα, όταν εκτιμά ότι η γνωστοποίηση των πληροφοριών αυτών θα μπορούσε να βοηθήσει το Μέρος - παραλήπτη να αρχίσει

ή να φέρει σε πέρας έρευνες ή διαδικασίες, ή όταν οι πληροφορίες αυτές θα μπορούσαν να οδηγήσουν στην υποβολή αιτήσεως από το Μέρος αυτό σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο.

Τμήμα 3
Προσωρινά μέτρα

Άρθρο 11
Υποχρέωση επιβολής προσωρινών μέτρων

1. Κατόπιν αιτήσεως ενός άλλου Μέρους, που έχει κινήσει ποινικές διαδικασίες ή διαδικασίες δήμευσης, το άλλο Μέρος λαμβάνει τα απαραίτητα προσωρινά μέτρα, όπως απαγόρευση κινήσεως λογαριασμών ή κατάσχεση, ώστε να προλαμβάνει κάθε ενέργεια, μεταφορά ή διάθεση σχετική με κάθε περιουσιακό στοιχείο που στη συνέχεια θα μπορούσε να αποτελέσει το αντικείμενο αίτησης δήμευσης ή που θα μπορούσε να επιτρέψει την ικανοποίηση τέτοιας αίτησης.

2. Το Μέρος που έλαβε αίτηση δήμευσης σύμφωνα με το άρθρο 13 λαμβάνει, εάν έχει υποβληθεί σχετικό αίτημα, τα αναφερόμενα στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου μέτρα, σχετικά με κάθε περιουσιακό στοιχείο που αποτελεί το αντικείμενο της αίτησης ή που θα μπορούσε να επιτρέψει την ικανοποίηση τέτοιας αίτησης.

Άρθρο 12
Εκτέλεση προσωρινών μέτρων

1. Τα αναφερόμενα στο άρθρο 11 προσωρινά μέτρα εκτελούνται σύμφωνα με το εσωτερικό δίκαιο του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση και σύμφωνα με τις προσδιοριζόμενες στην αίτηση διαδικασίες, στο μέτρο που αυτές δεν είναι ασυμβίβαστες με το εσωτερικό του δίκαιο.

2. Πριν από την άρση κάθε προσωρινού μέτρου που έχει ληφθεί σύμφωνα με το παρόν άρθρο, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση παρέχει, εάν αυτό είναι δυνατό, στο αιτούν Μέρος την ευχέρεια να διατυπώσει τους λόγους του υπερ της διατήρησης του μέτρου.

Τμήμα 4
Δήμευση

Άρθρο 13
Υποχρέωση δήμευσης

1. Το Μέρος που έχει λάβει από άλλο Μέρος αίτηση δήμευσης που αφορά όργανα ή προϊόντα, τα οποία ευρίσκονται στο έδαφός του, οφείλει:

α. να εκτελεί απόφαση δήμευσης δικαστηρίου του αιτούντος Μέρους σε ό,τι αφορά τα όργανα και τα προϊόντα αυτά ή

β. να υποβάλλει την αίτηση αυτή στις αρμόδιες αρχές του, ώστε να επιτύχει διαταγή δήμευσης και, εάν αυτή δοθεί, να την εκτελέσει.

2. Για τους σκοπούς της εφαρμογής της παραγράφου 1.β. του παρόντος άρθρου κάθε Μέρος έχει, εάν παραστεί ανάγκη, δικαιοδοσία, ώστε να κινήσει διαδικασία δήμευσης σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο.

3. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται επίσης στη δήμευση που συνίσταται στην υποχρέωση καταβολής χρηματικού ποσού που αντιστοιχεί στην αξία του προϊόντος, εάν τα περιουσιακά στοιχεία τα οποία μπορεί να αφορά η δήμευση ευρίσκονται στο έδαφος του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση. Σε τέτοιες περιπτώσεις, προβαίνοντας στη δήμευση σύμφωνα με την παράγραφο 1, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, εάν δεν επιτεύχθηκε η πληρωμή, εισπράττει την απαίτησή του από κάθε διαθέσιμο για το σκοπό αυτόν περιουσιακό στοιχείο.

4. Εάν μία αίτηση δήμευσης έχει ως αντικείμενο συγκεκριμένο περιουσιακό στοιχείο, τα Μέρη μπορούν να συμφωνήσουν ότι το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να προβεί στη δήμευση υπό μορφή υποχρέωσης καταβολής ενός χρηματικού ποσού που αντιστοιχεί στην αξία του περιουσιακού στοιχείου.

Άρθρο 14
Εκτέλεση της δήμευσης

1. Οι διαδικασίες που επιτρέπουν να επιτευχθεί και να εκτελεστεί η δήμευση σύμφωνα με το άρθρο 13 διέπονται από τη νομοθεσία του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

2. Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δεσμεύεται από τα πραγματικά περιστατικά, στο μέτρο που αυτά εκτίθενται σε καταδικαστική ή σε άλλη δικαστική απόφαση του αιτούντος Μέρους ή στο μέτρο που οι αποφάσεις βασίζονται εμμέσως σε αυτά.

3. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης να δηλώσει ότι η παράγραφος 2 του παρόντος άρθρου εφαρμόζεται, υπό την επιφύλαξη των συνταγματικών του αρχών και των θεμελιωδών εννοιών του νομικού του συστήματος.

4. Εάν η δήμευση συνίσταται στην υποχρέωση καταβολής χρηματικού ποσού, η αρμόδια αρχή του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μετατρέπει το ποσό σε νόμισμα της χώρας του, σύμφωνα με την τιμή συναλλάγματος που ισχύει κατά το χρόνο που ελήφθη η απόφαση εκτέλεσης της δήμευσης.

5. Στην αναφερόμενη στο άρθρο 13 παράγραφος 1. α. περίπτωση, μόνο το αιτούν Μέρος έχει το δικαίωμα να αποφασίζει σχετικά με κάθε αίτηση αναθεώρησης της απόφασης δήμευσης.

Άρθρο 15
Δημευθέντα αγαθά

Εφόσον δεν υπάρχει διαφορετική συμφωνία μεταξύ των ενδιαφερόμενων Μερών, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση διαθέτει σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο όλα τα αγαθά που δήμευσε.

Άρθρο 16
Δικαίωμα εκτέλεσης και μέγιστο ποσό δήμευσης

1. Αίτηση δήμευσης, η οποία γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 13, δεν θίγει το δικαίωμα που έχει το αιτούν

Μέρος να εκτελέσει το ίδιο την απόφαση δήμευσης.

2. Τίποτα στην παρούσα Σύμβαση δεν μπορεί να ερμηνευτεί κατά τρόπο που να επιτρέπει ότι η συνολική αξία των δημευθέντων περιουσιακών στοιχείων μπορεί να υπερβαίνει το ποσό που ορίστηκε με την απόφαση δήμευσης. Εάν ένα Μέρος διαπιστώσει ότι θα μπορούσε να συμβεί αυτό, τα ενδιαφερόμενα Μέρη έρχονται σε διαβουλεύσεις, ώστε μια τέτοια συνέπεια να αποφευχθεί.

Άρθρο 17
Προσωποκράτηση

Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν μπορεί να επιβάλλει προσωποκράτηση ούτε άλλο στερητικό της ελευθερίας μέτρο ως αποτέλεσμα αιτήσεως που υποβάλλεται σύμφωνα με το άρθρο 13 και εάν ακόμη το αιτούν μέρος το ζητεί ειδικά στην αίτησή του.

Τμήμα 5
Άρνηση και αναβολή της συνεργασίας

Άρθρο 18
Λόγοι άρνησης

1. Η προβλεπόμενη στο παρόν Κεφάλαιο συνεργασία είναι δυνατόν να μην παρασχεθεί στην περίπτωση που:

α. το αιτούμενο μέτρο θα ήταν αντίθετο με τις θεμελιώδεις αρχές του νομικού συστήματος του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση ή

β. η εκτέλεση της αίτησης είναι πιθανό να βλάψει την κυριαρχία, την ασφάλεια, τη δημόσια τάξη ή άλλα ουσιώδη συμφέροντα του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση ή

γ. το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση εκτιμά ότι η σοβαρότητα της υποθέσεως την οποία φορά η αίτηση δεν δικαιολογεί τη λήψη του αιτούμενου μέτρου ή

δ. το αδίκημα το οποίο αφορά η αίτηση είναι πολιτικό ή φορολογικό ή

ε. το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση θεωρεί ότι το αιτούμενο μέτρο θα ερχόταν σε αντίθεση με την αρχή "ne bis in idem" ή

στ. το αδίκημα στο οποίο αναφέρεται η αίτηση δεν θα αποτελούσε αδίκημα σύμφωνα με το δίκαιο του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, εάν είχε διαπραχθεί στο έδαφος δικαιοδοσίας του. Εν τούτοις, αυτός ο λόγος άρνησης δεν εφαρμόζεται στην προβλεπόμενη από το Τμήμα 2 συνεργασία παρά μόνο στο μέτρο που η αιτούμενη αμοιβαία βοήθεια συνεπάγεται εξαναγκαστικά μέτρα.

2. Η προβλεπόμενη από το Τμήμα 2 συνεργασία, στο μέτρο που η αιτούμενη αμοιβαία βοήθεια συνεπάγεται εξαναγκαστικά μέτρα, καθώς και η συνεργασία που προβλέπεται από το Τμήμα 3 του παρόντος Κεφαλαίου μπορούν επίσης να μην παρασχεθούν στις περιπτώσεις που τα αιτούμενα μέτρα δεν θα μπορούσαν να ληφθούν, δυνάμει του εσωτερικού δικαίου του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, για σκοπούς έρευνας ή διαδικασίας, εάν επρόκειτο για ανάλογη εσωτερική υπόθεση.

3. Όταν το απαιτεί η νομοθεσία του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, η προβλεπόμενη από το Τμήμα 2 συνεργασία, στο μέτρο που η αιτούμενη αμοιβαία βοήθεια συνεπάγεται εξαναγκαστικά μέτρα, καθώς και η συνεργασία που προβλέπεται από το Τμήμα 3 του παρόντος Κεφαλαίου μπορούν επίσης να μην παρασχεθούν στην περίπτωση που τα αιτούμενα μέτρα ή κάθε άλλο μέτρο με ανάλογα αποτελέσματα δε θα επιτρέπονταν από τη νομοθεσία του αιτούντος Μέρους ή όσον αφορά τις αρμόδιες αρχές του αιτούντος Μέρους, εάν η αίτηση δεν έχει επικυρωθεί από δικαστή ή άλλη δικαστική αρχή, συμπεριλαμβανομένου του εισαγγελέα, υπό τον όρο ότι καθεμία από τις αρχές προβαίνει σε σχετικές με ποινικά αδικήματα ενέργειες.

4. Η συνεργασία που προβλέπεται από το Τμήμα 4 του παρόντος Κεφαλαίου μπορεί επίσης να μην παρασχεθεί εάν:

α. η νομοθεσία του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν προβλέπει δήμευση για το είδος του αδικήματος το οποίο αφορά η αίτηση ή

β. με την επιφύλαξη της αναφερόμενης στο άρθρο 13 παράγραφος 3 υποχρέωσης, θα αντιτίθετο στις αρχές του εσωτερικού δικαίου του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, όσον αφορά τις δυνατότητες δήμευσης σχετικά με τη σύνδεση ενός αδικήματος με:

1. ένα οικονομικό πλεονέκτημα που θα μπορούσε να εξομοιωθεί με το προϊόν του ή

2. περιουσιακά στοιχεία που θα μπορούσαν να εξομοιωθούν με τα όργανά του ή

γ. σύμφωνα με τη νομοθεσία του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, η απόφαση δήμευσης δεν μπορεί πλέον να απαγγελθεί ή να εκτελεστεί λόγω παραγραφής ή

δ. η αίτηση δεν αφορά προηγούμενη καταδίκη ούτε δικαστικής φύσεως απόφαση, ούτε δήλωση αναφορικά με τη διάπραξη ενός ή περισσότερων αδικημάτων, η οποία περιλαμβάνεται σε μια τέτοια απόφαση και αποτελεί τη βάση της απόφασης ή της αίτησης δήμευσης ή

ε. η δήμευση δεν είναι εκτελεστή στο αιτούν Μέρος ή υπόκειται ακόμα σε τακτικά ένδικα μέσα ή

στ. η αίτηση αναφέρεται σε μια απόφαση δήμευσης, η οποία εκδόθηκε απουσία του αναφερομένου στην απόφαση προσώπου και εάν, κατά τη γνώμη του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, η διαδικασία που ξεκίνησε το αιτούν Μέρος και η οποία οδήγησε στην απόφαση αυτή, δεν ικανοποίησε τα ελάχιστα δικαιώματα υπεράσπισης που αναγνωρίζονται σε κάθε πρόσωπο που κατηγορείται για αδίκημα.

5. Για τους σκοπούς της παραγράφου 4στ του παρόντος άρθρου, μια απόφαση δεν θεωρείται ότι εκδόθηκε απουσία του κατηγορουμένου:

α. εάν επικυρώθηκε ή εκδόθηκε μετά από εναντίωση του ενδιαφερομένου ή

β. εάν εκδόθηκε επί εφέσεως, με την προϋπόθεση ότι την έφεση άσκησε ο ενδιαφερόμενος.

6. Εξετάζοντας, για τις ανάγκες της παραγράφου 4στ του παρόντος άρθρου, εάν τα ελάχιστα δικαιώματα υπεράσπισης έγιναν σεβαστά, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση θα λάβει υπόψη του το γεγονός ότι ο ενδιαφερόμενος προσπάθησε σκόπιμα να διαφύγει της δικαιοσύνης ή ότι το πρόσωπο αυτό, ενώ είχε δυνατότητα να ασκήσει ένδικο μέσο κατά της απόφασης που εκδόθηκε απουσία του, προτίμησε να μην το ασκήσει. Το ίδιο ισχύει και στην περίπτωση που ο ενδιαφερόμενος, αφού κλήθηκε δεόντως να εμφανιστεί,

προτίμησε να μην εμφανιστεί ή να μη ζητήσει αναβολή της δίκης.

7. Ένα Μέρος δεν μπορεί να επικαλεστεί το τραπεζικό απόρρητο για να δικαιολογήσει άρνησή του σχετική με την παροχή κάθε προβλεπόμενης από το παρόν Κεφάλαιο συνεργασίας. Όταν το απαιτεί το εσωτερικό του δίκαιο, ένα Μέρος μπορεί να απαιτήσει την παροχή άδειας για αίτηση συνεργασίας, η οποία θα επαγόταν άρση τραπεζικού απορρήτου, από δικαστή ή άλλη δικαστική αρχή, συμπεριλαμβανομένου του εισαγγελέα υπό τον όρο ότι η αρχή αυτή θα προβαίνει σε σχετικές με ποινικά αδικήματα ενέργειες.

8. Με την επιφύλαξη του λόγου άρνησης που προβλέπεται στην παράγραφο 1α του παρόντος άρθρου:

α. Το γεγονός ότι το πρόσωπο που αποτελεί αντικείμενο διεξαχθείσας έρευνας ή απόφασης δήμευσης που έχει ληφθεί από τις αρχές του αιτούντος Μέρους είναι νομικό πρόσωπο, δεν πρέπει να προβάλλεται από το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ως εμπόδιο για τη σύμφωνα με το παρόν άρθρο συνεργασία.

β. Το γεγονός ότι το φυσικό πρόσωπο κατά του οποίου εκδόθηκε απόφαση δήμευσης προϊόντων απεβίωσε αργότερα, καθώς και το γεγονός ότι ένα νομικό πρόσωπο κατά του οποίου εκδόθηκε διαταγή δήμευσης προϊόντων διελύθη αργότερα, δεν πρέπει να προβάλλεται ως εμπόδιο για την προβλεπόμενη από το άρθρο 13 παράγραφος 1α αμοιβαία βοήθεια.

Άρθρο 19
Αναβολή

Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να αναβάλει την εκτέλεση των αναφερομένων σε μια αίτηση μέτρων εάν υπάρχει κίνδυνος να βλάψουν τις έρευνες ή τις διαδικασίες που διεξάγουν οι αρχές του.

Άρθρο 20
Μερική ή υπό αίρεση αποδοχή αιτήσεως

Πριν αρνηθεί ή αναβάλλει τη συνεργασία δυνάμει του παρόντος Κεφαλαίου, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση εξετάζει, ενδεχομένως αφού συνεννοηθεί με το αιτούν Μέρος, εάν η αίτηση μπορεί να γίνει δεκτή εν μέρει ή με την επιφύλαξη όρων που κρίνει αναγκαίους.

Τμήμα 6
Γνωστοποίηση και προστασία των δικαιωμάτων τρίτων

Άρθρο 21
Γνωστοποίηση εγγράφων

1. Τα Μέρη παρέχουν αμοιβαίως την ευρύτερη δυνατή βοήθεια για την κοινοποίηση των δικαστικών πράξεων στα πρόσωπα που θίγονται από προσωρινά μέτρα και μέτρα δήμευσης.

2. Τίποτα στο παρόν άρθρο δεν έχει σκοπό να εμποδίσει:

α. τη δυνατότητα να αποστέλλονται δικαστικές πράξεις ταχυδρομικώς απευθείας σε πρόσωπα που βρίσκονται στο εξωτερικό,

β. τη δυνατότητα να προβαίνουν οι δημόσιοι λειτουργοί, οι δημόσιοι υπάλληλοι ή άλλα αρμόδια πρόσωπα του Μέρους προέλευσης σε επιδόσεις ή κοινοποιήσεις δικαστικών πράξεων απευθείας μέσω των προξενικών αρχών του Μέρους αυτού ή με τη φροντίδα δημοσίων λειτουργών, δημοσίων υπαλλήλων ή άλλων αρμόδιων προσώπων του Μέρους προορισμού, εκτός αν το Μέρος προβεί σε αντίθετη δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

3. Κατά την κοινοποίηση δικαστικών πράξεων στο εξωτερικό σε πρόσωπα στα οποία αναφέρονται προσωρινά μέτρα ή διαταγές δήμευσης που εκδόθηκαν από το αποστέλλον Μέρος, το εν λόγω Μέρος ενημερώνει τα πρόσωπα αυτά για τα ένδικα βοηθήματα που παρέχονται από τη νομοθεσία του.

Άρθρο 22
Αναγνώριση αλλοδαπών αποφάσεων

1. Όταν επιλαμβάνεται αιτήσεως συνεργασίας σύμφωνα με τα Τμήματα 3 και 4, το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, αναγνωρίζει κάθε δικαστική απόφαση που έχει ληφθεί στο αιτούν Μέρος, όσον αφορά δικαιώματα που διεκδικούν τρίτοι.

2. Η αναγνώριση μπορεί να μην παρασχεθεί εάν:

α. τρίτοι δεν είχαν επαρκή δυνατότητα να προβάλουν τα δικαιώματά τους, ή

β. η απόφαση δεν συμβιβάζεται με απόφαση που έχει ήδη εκδοθεί στο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση και η οποία αναφέρεται στο ίδιο θέμα, ή

γ. δεν συμβιβάζεται με τη δημόσια τάξη του Μέρους στο οποίο η αίτηση, ή

δ. η απόφαση εξεδόθη αντίθετα με τις διατάξεις σε θέματα αποκλειστικής δικαιοδοσίας που προβλέπονται από το δίκαιο του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

Τμημα 7
Διαδικασία και άλλοι γενικοί κανόνες

Άρθρο 23
Κεντρική αρχή

1. Τα Μέρη ορίζουν μια κεντρική αρχή ή, εν ανάγκη, περισσότερες αρχές, οι οποίες θα είναι αρμόδιες για την αποστολή αιτήσεων ή την απάντηση σε αιτήσεις που διατυπώνονται σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο, καθώς και για την εκτέλεση των αιτήσεων αυτών ή τη διαβίβασή τους στις αρμόδιες για την εκτέλεσή τους αρχές.

2. Κάθε Μέρος κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, την επωνυμία και τη διεύθυνση των αρχών που έχουν οριστεί κατ' εφαρμογή της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 24
Απευθείας αλληλογραφία

1. Οι κεντρικές αρχές επικοινωνούν μεταξύ τους απευθείας.

2. Εφόσον συντρέχει επείγουσα περίπτωση, οι προβλεπόμενες από το παρόν Κεφάλαιο αιτήσεις και κοινοποιήσεις μπορούν να αποστέλλονται απευθείας από τις δικαστικές αρχές του αιτούντος Μέρους, συμπεριλαμβανομένου και του εισαγγελέα σε αντίστοιχες αρχές. Στην περίπτωση αυτή θα πρέπει να αποστέλλεται συγχρόνως αντίγραφο στην κεντρική αρχή του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μέσω της κεντρικής αρχής του αιτούντος Μέρους.

3. Κάθε αίτηση ή κοινοποίηση που διατυπώνεται σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου μπορεί να υποβάλλεται μέσω της Διεθνούς Οργάνωσης Εγκληματολογικής Αστυνομίας (ΙΝΤΕΡΠΟΛ).

4. Εάν μια αίτηση υποβάλλεται σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου και εάν η αρχή η οποία επιλαμβάνεται δεν είναι αρμόδια για τα περαιτέρω, τη διαβιβάζει στην αρμόδια αρχή της χώρας της και ενημερώνει απευθείας το αιτούν Μέρος.

5. Οι αιτήσεις ή οι κοινοποιήσεις που υποβάλλονται δυνάμει του Τμήματος 2 του παρόντος Κεφαλαίου και δεν συνεπάγονται εξαναγκαστικά μέτρα, μπορούν να διαβιβαστούν απευθείας από την αρμόδια αρχή του αιτούντος Μέρους στην αρμόδια αρχή του Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση ή η κοινοποίηση.

Άρθρο 25
Τύπος των αιτήσεων και γλώσσα

1. Όλες οι προβλεπόμενες από το παρόν Κεφάλαιο αιτήσεις γίνονται γραπτώς.

Επιτρέπεται η προσφυγή σε σύγχρονα μέσα τηλεπικοινωνίας, όπως η τηλεομοιοτυπία.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου, δεν απαιτείται μετάφραση των αιτήσεων ή των συνημμένων εγγράφων.

3. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επιφυλαχθεί του δικαιώματος να ζητήσει, όπως οι αιτήσεις και τα συνημμένα έγγραφα συνοδεύονται από μετάφραση στη γλώσσα του ή σε μια από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης ή σε εκείνη από τις γλώσσες που θα υποδείξει. Κάθε Μέρος μπορεί, με την ευκαιρία αυτή, να δηλώσει ότι είναι διατεθειμένο να δεχτεί μεταφράσεις σε οποιαδήποτε άλλη γλώσσα υποδείξει. Τα άλλα Μέρη μπορούν να εφαρμόσουν τον κανόνα της αμοιβαιότητας.

Άρθρο 26
Επικύρωση

Τα έγγραφα που διαβιβάζονται κατ' εφαρμογή του παρόντος Κεφαλαίου είναι απαλλαγμένα από κάθε τυπική διαδικασία επικύρωσης.

Άρθρο 27
Περιεχόμενο της αίτησης

1. Κάθε αίτηση συνεργασίας που προβλέπεται από το παρόν Κεφάλαιο πρέπει να καθορίζει:

α. την αρχή που διαβιβάζει την αίτηση και την αρχή που διεξάγει τις έρευνες και τις διαδικασίες,

β. το αντικείμενο και το λόγο της αίτησης,

γ. την υπόθεση, συμπεριλαμβανομένων των συναγών πραγματικών περιστατικών (όπως ημερομηνία, τόπος και περιστάσεις τελέσεως του αδικήματος, στο οποίο αναφέρονται οι έρευνες και οι διαδικασίες), εκτός από την περίπτωση αίτησης επίδοσης,

δ. στο μέτρο που η συνεργασία συνεπάγεται αναγκαστικά μέτρα:

Ι. το κείμενο των νομικών διατάξεων ή, όταν αυτό δεν είναι δυνατόν, το περιεχόμενο της συναγούς νομοθετικής διάταξης και

ΙΙ. ένδειξη σύμφωνα με την οποία το αιτούμενο μέτρο ή οποιοδήποτε άλλο μέτρο έχει ανάλογα αποτελέσματα θα μπορούσε να ληφθεί επί του εδάφους του αιτούντος Μέρους σύμφωνα με τη νομοθεσία του,

ε. εάν είναι αναγκαίο, και στο μέτρο του δυνατού:

Ι. λεπτομέρειες σχετικές με το ή τα πρόσωπα τα οποία αφορά, συμπεριλαμβανομένων ονόματος, χρονολογίας και τόπου γεννήσεως, υπηκοότητας και τόπου διαμονής και σε περίπτωση νομικού προσώπου, της έδρας του και

ΙΙ. τα περιουσιακά στοιχεία σε σχέση με τα οποία ζητείται η συνεργασία, τη θέση τους, τη σύνδεσή τους με το ή τα πρόσωπα τα οποία αφορούν, κάθε σύνδεσή τους με το αδίκημα, καθώς επίσης και κάθε διαθέσιμη πληροφορία όσον αφορά τα συμφέροντα άλλου που σχετίζεται με τα στοιχεία αυτά, και

στ. κάθε ειδική διαδικασία που θα επιθυμούσε το αιτούν Μέρος.

2. Όταν μια αίτηση προσωρινών μέτρων που υποβάλλεται σύμφωνα με το Τμήμα 3 αποβλέπει στην κατάσχεση περιουσιακών στοιχείων που θα μπορούσε να αποτελέσει αντικείμενο απόφασης δήμευσης συνισταμένης στην υποχρέωση καταβολής χρηματικού ποσού, η αίτηση αυτή πρέπει επίσης να αναφέρει το μέγιστο ποσό που επιδιώκεται να ανακτηθεί από το στοιχείο αυτό.

3. Εκτός από τις αναφερόμενες στην παράγραφο 1 διευκρινίσεις, κάθε αίτηση που διατυπώνεται κατ' εφαρμογή του Τμήματος 4 πρέπει να περιέχει:

α. στην περίπτωση του άρθρου 13 παρ. 1.α:

Ι. επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο της απόφασης δήμευσης που εκδόθηκε από το δικαστήριο του αιτούντος Μέρους και την έκθεση του αιτιολογικού της αποφάσεως στην περίπτωση που αυτό δεν περιέχεται στην ίδια την απόφαση,

ΙΙ. βεβαίωση της αρμόδιας αρχής του αιτούντος Μέρους, σύμφωνα με την οποία η απόφαση δήμευσης είναι εκτελεστή και δεν υπόκειται σε τακτικά ένδικα μέσα,

ΙΙΙ. πληροφορίες που αφορούν την έκταση εκτέλεσης της απόφασης,

ΙV. πληροφορίες όσον αφορά την αναγκαιότητα της λήψης προσωρινών μέτρων,

β. στην περίπτωση του άρθρου 13, παρ. 1.β, έκθεση των περιστατικών που επικαλείται το αιτούν Μέρος, επαρκή για να επιτρέψει στο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση να επιτύχει απόφαση σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο,

γ. όταν τρίτοι είχαν τη δυνατότητα να διεκδικήσουν δικαιώματα, τα έγγραφα που αποδεικνύουν ότι είχαν τη δυνατότητα αυτή.

Άρθρο 28
Πλημμελείες των αιτήσεων

1. Εάν η αίτηση δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του παρόντος Κεφαλαίου ή εάν οι παρεχόμενες πληροφορίες δεν είναι επαρκείς για να επιτρέψουν στο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση να λάβει μια απόφαση επί της αίτησης, το Μέρος αυτό μπορεί να ζητήσει από το αιτούν Μέρος να τροποποιήσει την αίτηση ή να προσθέσει συμπληρωματικά στοιχεία.

2. Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να ορίσει προθεσμία γι' αυτές τις τροποποιήσεις ή τις πληροφορίες.

3. Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να διατάξει κάθε αναφερόμενο στα Τμήματα 2 και 3 του παρόντος Κεφαλαίου μέτρο, μέχρις ότου περιέλθουν σε αυτό οι ζητηθείσες τροποποιήσεις ή οι πληροφορίες επί της αιτήσεως που υπεβλήθη κατ' εφαρμογή του τμήματος 4 του παρόντος Κεφαλαίου.

Άρθρο 29
Συρροή αιτήσεων

1. Όταν ένα Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δέχεται περισσότερες αιτήσεις, που υποβάλλονται σύμφωνα με τα Τμήματα 3 και 4 του παρόντος Κεφαλαίου, και αφορούν το ίδιο πρόσωπο ή τα ίδια περιουσιακά στοιχεία, η συρροή αιτήσεων δεν εμποδίζει το Μέρος στο οποίο απευθύνονται αυτές να επιληφθεί των αιτήσεων που συνεπάγονται τη λήψη προσωρινών μέτρων.

2. Στην περίπτωση συρροής αιτήσεων που υποβάλλονται σύμφωνα με το Τμήμα 4 του παρόντος Κεφαλαίου, το Μέρος στο οποίο απευθύνονται αυτές θα έρθει σε διαβουλεύσεις με τα αιτούντα Μέρη.

Άρθρο 30
Υποχρέωση αιτιολόγησης

Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση θα πρέπει να αιτιολογεί κάθε απόφαση με την οποία αρνείται, αναβάλλει ή υποβάλλει σε όρους οποιαδήποτε αιτούμενη συνεργασία με το παρόν Κεφάλαιο.

Άρθρο 31
Πληροφόρηση

1. Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση πληροφορεί χωρίς καθυστέρηση το αιτούν Μέρος:

α. για τις ενέργειες που έγιναν βάσει αιτήσεως που υποβλήθηκε σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο,

β. για το τελικό αποτέλεσμα των ενεργειών που έγιναν βάσει της αιτήσεως,

γ. για κάθε απόφαση με την οποία απορρίπτει, αναβάλλει ή υποβάλλει σε όρους, εν όλω ή εν μέρει, κάθε προβλεπόμενη από το παρόν Κεφάλαιο συνεργασία,

δ. για κάθε περίσταση που καθιστά αδύνατη την εκτέλεση των αιτούμενων μέτρων ή πιθανή τη σημαντική καθυστέρησή της και

ε. σε περίπτωση λήψης προσωρινών μέτρων σε εκτέλεση αίτησης που έχει υποβληθεί κατ' εφαρμογή των Τμημάτων 2 ή 3 του παρόντος Κεφαλαίου, για τις διατάξεις της εσωτερικής του νομοθεσίας που επάγονται αυτοδικαίως την άρση των μέτρων αυτών.

2. Το αιτούν Μέρος πληροφορεί χωρίς καθυστέρηση το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση:

α. για κάθε αναθεώρηση, απόφαση ή άλλο γεγονός δυνάμει του οποίου η διαταγή δήμευσης παύει να είναι εκτελεστή στο σύνολό της ή μερικώς,

β. για κάθε μεταβολή των πραγματικών ή νομικών περιστατικών που καθιστά εφεξής αδικαιολόγητη κάθε ενέργεια που επιχειρείται σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο.

3. Όταν ένα Μέρος ζητεί τη δήμευση περιουσιακών στοιχείων σε περισσότερα Μέρη, βάσει της ίδιας διαταγής δήμευσης, πληροφορεί για αυτό όλα τα Μέρη που αφορά η εκτέλεση της απόφασης.

Άρθρο 32
Περιορισμένη χρήση

1. Το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να εξαρτήσει την εκτέλεση μιας αίτησης από τον όρο ότι τα αποδεικτικά στοιχεία ή οι πληροφορίες που θα αποκτηθούν δεν θα χρησιμοποιηθούν ή διαβιβαστούν από τις αρχές του αιτούντος Μέρους για έρευνες ή διαδικασίες διαφορετικές από αυτές που προσδιορίζονται στην αίτηση χωρίς προηγούμενη συναίνεσή του.

2. Κάθε Μέρος μπορεί κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να δηλώσει ότι οι πληροφορίες ή τα αποδεικτικά στοιχεία που παρέχονται από αυτό σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο δεν θα μπορούν, χωρίς την προηγούμενη συναίνεσή του, να χρησιμοποιηθούν ή να διαβιβαστούν από τις αρχές του αιτούντος Μέρους για έρευνες ή διαδικασίες διαφορετικές από εκείνες που προσδιορίζονται στην αίτηση.

Άρθρο 33
Εχεμύθεια

1. Το αιτούν Μέρος μπορεί να απαιτήσει από το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση να δώσει επ' αυτής και στο περιεχόμενό της εμπιστευτικό χαρακτήρα, τουλάχιστον στο μέτρο που αυτό δεν εμποδίζει την εκτέλεσή της. Εάν το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν μπορεί να συμμορφωθεί με τον όρο αυτό της εχεμύθειας, πρέπει να ενημερώσει το αιτούν Μέρος όσο το δυνατόν συντομότερα.

2. Το αιτούν Μέρος πρέπει, εάν του έχει υποβληθεί σχετική αίτηση, και με την προϋπόθεση ότι δεν είναι αυτό αντίθετο με τις θεμελιώδεις αρχές του εσωτερικού του δικαίου, να κρατήσει εμπιστευτικό κάθε αποδεικτικό

στοιχείο και πληροφορία που του κοινοποιείται από το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση τουλάχιστον στο μέτρο που αυτό δεν εμποδίζει τις έρευνες ή την διαδικασία που περιγράφονται στην αίτηση.

3. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του εσωτερικού του δικαίου, ένα Μέρος στο οποίο διαβιβάστηκαν αυθορμήτως πληροφορίες σύμφωνα με το άρθρο 10, οφείλει να συμμορφώνεται σε κάθε όρο εχεμύθειας που ζητείται από το Μέρος που διαβιβάζει την πληροφορία. Εάν το άλλο Μέρος δεν μπορεί να συμμορφωθεί σε αυτόν τον όρο, πρέπει να ενημερώσει γι' αυτό το Μέρος που διαβιβάζει την πληροφορία το συντομότερο δυνατόν.

Άρθρο 34
Έξοδα

Τα συνήθη έξοδα που πραγματοποιούνται για την εκτέλεση μιας αίτησης επιβαρύνουν το Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση. Όταν αποδεικνύεται ότι σημαντικά ή έκτακτα έξοδα είναι αναγκαία για να δοθεί συνέχεια στην αίτηση, τα Μέρη έρχονται σε διαβουλεύσεις προκειμένου να συμφωνήσουν τους όρους υπό τους οποίους θα εκτελεστεί η αίτηση, καθώς και τον τρόπο με τον οποίο θα γίνει η ανάληψη των εξόδων.

Άρθρο 35
Αποζημίωση

1. Όταν ένα πρόσωπο εγείρει αγωγή αποζημίωσης για ζημιές που υπέστη από πράξη ή παράλειψη σχετική με την προβλεπόμενη στο παρόν Κεφάλαιο συνεργασία, τα ενδιαφερόμενα Μέρη έρχονται σε διαβουλεύσεις, κατά περίπτωση, όσον αφορά την ενδεχόμενη κατανομή των οφειλόμενων αποζημιώσεων.

2. Το Μέρος που αφορά η αξίωση αποζημίωσης είναι υποχρεωμένο να ενημερώσει γι' αυτό χωρίς καθυστέρηση το άλλο Μέρος, εάν το τελευταίο έχει κάποιο συμφέρον στην υπόθεση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
Τελικές διατάξεις

Άρθρο 36
Υπογραφή και έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοιχτή για υπογραφή από τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και από τα Κράτη μη μέλη που συμμετείχαν στην κατάρτισή της. Τα Κράτη αυτά μπορούν να εκφράσουν τη συγκατάθεσή τους να δεσμευτούν, με:

α. υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή

β. υπογραφή με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης που ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Οι πράξεις επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη, εκ των οποίων τουλάχιστον δύο Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, θα εκφράσουν τη συγκατάθεσή τους να δεσμευτούν από τη Σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις του εδαφίου 1

4. Κάθε Κράτος που υπέγραψε και θα εκφράσει μεταγενέστερα τη συγκατάθεσή του να δεσμευτεί από τη Σύμβαση, η τελευταία θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία εκφράστηκε η συγκατάθεσή του να δεσμευτεί από τη Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1.

Άρθρο 37
Προσχώρηση στη Σύμβαση

1. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί, αφού συμβουλευτεί τα Συμβαλλόμενα στη Σύμβαση Κράτη, να καλεί κάθε Κράτος μη Μέλος του Συμβουλίου να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση με απόφαση που θα ληφθεί κατά την προβλεπόμενη στο άρθρο 20.δ του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης πλειοψηφία και με την ομόφωνη γνώμη των εκπροσώπων των Συμβαλλόμενων Κρατών που έχουν το δικαίωμα να εδρεύουν στην Επιτροπή.

2. Για κάθε προσχωρούν Κράτος, η Σύμβαση θα τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατάθεσης της πράξης προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 38
Εδαφική εφαρμογή

1. Κάθε Κράτος θα μπορεί, κατά το χρόνο υπογραφής ή κατά το χρόνο κατάθεσης της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να καθορίσει το ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμόζεται η παρούσα Σύμβαση.

2. Κάθε Κράτος θα μπορεί, οποτεδήποτε στη συνέχεια, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης σε οποιοδήποτε άλλο έδαφος προσδιορίζεται στη δήλωση. Η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ όσον αφορά το έδαφος αυτό την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 39
Σχέσεις με άλλες συμβάσεις και συμφωνίες

1. Η παρούσα Σύμβαση δεν προσβάλλει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που απορρέουν από πολυμερείς διεθνείς συμβάσεις που αφορούν ιδιαίτερα θέματα.

2. Τα Μέρη στη Σύμβαση θα μπορούν να συνάπτουν μεταξύ τους διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες σχετικές με τα θέματα που ρυθμίζονται από την παρούσα Σύμβαση με σκοπό τη συμπλήρωση ή ενίσχυση των διατάξεών της ή τη διευκόλυνση της εφαρμογής των αρχών που ενσωματώνει.

3. Όταν δύο ή περισσότερα Μέρη έχουν ήδη συνάψει συμφωνία ή συνθήκη για ένα θέμα που καλύπτεται από την παρούσα Σύμβαση ή όταν ρυθμίσει διαφορετικά τις σχέσεις τους ως προς το θέμα αυτό, θα έχουν τη

δυνατότητα να εφαρμόζουν την εν λόγω συμφωνία, συνθήκη ή διευθέτηση αντί της παρούσας Σύμβασης, εάν κατά τον τρόπο αυτόν διευκολύνεται η διεθνής συνεργασία.

Άρθρο 40
Επιφυλάξεις

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο υπογραφής ή κατά το χρόνο κατάθεσης της πράξης του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι κάνει χρήση μιας ή περισσότερων επιφυλάξεων που αναγράφονται στα άρθρα 2 παρ. 2, 6 παρ. 4, 14 παρ. 3, 21 παρ. 2, 25 παρ. 3 και 32 παρ. 2. Δεν γίνεται δεκτή καμιά άλλη επιφύλαξη.

2. Κάθε Κράτος που έχει διατυπώσει μια επιφύλαξη σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο μπορεί να την ανακαλέσει εν όλω ή εν μέρει, με κοινοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η ανάκληση θα τεθεί σε ισχύ κατά την ημερομηνία που θα περιέλθει στο Γενικό Γραμματέα η κοινοποίηση.

3. Το Μέρος που διατύπωσε επιφύλαξη σχετικά με μια διάταξη της παρούσας Σύμβασης δεν μπορεί να απαιτήσει την εφαρμογή της διάταξης αυτής από ένα άλλο Μέρος. Μπορεί, εάν η επιφύλαξη είναι μερική ή υπόκειται σε όρους, να απαιτήσει την εφαρμογή της διάταξης αυτής στο μέτρο που την έχει αποδεχτεί.

Άρθρο 41
Τροπολογίες

1. Είναι δυνατόν να προτείνονται τροπολογίες στην παρούσα Σύμβαση από κάθε Μέρος και οι προτάσεις αυτές θα γνωστοποιούνται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης στα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και σε κάθε Κράτος μη μέλος που έχει προσχωρήσει ή έχει κληθεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 37.

2. Κάθε προτεινόμενη από ένα Μέρος τροπολογία θα κοινοποιείται στην Ευρωπαική Επιτροπή επί ποινικών θεμάτων, η οποία υποβάλλει στην Επιτροπή των Υπουργών τη γνωμοδότησή της σχετικά με την προτεινόμενη τροπολογία.

3. Η Επιτροπή των Υπουργων εξετάζει την προτεινόμενη τροπολογία και τη γνωμοδότηση την οποία υπέβαλε η Ευρωπαική Επιτροπή επί ποινικών θεμάτων και μπορεί να υιοθετεί την τροπολογία.

4. Το κείμενο κάθε τροπολογίας που υιοθετείται από την Επιτροπή των Υπουργών, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, διαβιβάζεται στα Μέρη προς αποδοχή.

5. Κάθε τροπολογία που υιοθετείται σύμφωνα με την παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου θα τεθεί σε ισχύ τριάντα ημέρες αφού τα Μέρη ενημερώσουν το Γενικό Γραμματέα ότι την αποδέχτηκαν.

Άρθρο 42
Ρύθμιση των διαφορών

1. Η Ευρωπαική Επιτροπή επί ποινικών θεμάτων του Συμβουλίου της Ευρώπης θα ενημερώνεται για την ερμηνεία και την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

2. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ των Μερών σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, τα Μέρη θα προσπαθούν να διευθετήσουν τη διαφορά μέσω διαπραγματεύσεων ή κάθε άλλου ειρηνικού μέσου κατ' επιλογή, συμπεριλαμβανομένης της υποβολής της διαφοράς στην Ευρωπαϊκή Επιτροπή επί ποινικών θεμάτων, σε διαιτητικό δικαστήριο, οι αποφάσεις του οποίου θα είναι δεσμευτικές για τα διαφωνούντα Μέρη ή στο Διεθνές Δικαστήριο, με κοινή συμφωνία των ενδιαφερόμενων Μερών.

Άρθρο 43
Καταγγελία

1. Κάθε Μέρος μπορεί οποτεδήποτε να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση με κοινοποίηση που θα απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Εν τούτοις, η παρούσα Σύμβαση θα συνεχίζει να εφαρμόζεται για την, σύμφωνα με το άρθρο 14, εκτέλεση δήμευσης, για την οποία υποβλήθηκε αίτηση σύμφωνα με τις διατάξεις της Σύμβασης αυτης, πριν να τεθεί σε ισχύ η καταγγελία.

Άρθρο 44
Κοινοποιήσεις

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιεί στα Κράτη-Μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

α. κάθε υπογραφή,

β. την κατάθεση κάθε πράξης επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ. κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης σύμφωνα με τα άρθρα 36 και 37 αυτής,

δ. κάθε επιφύλαξη δυναμει του αρθρου 40 παράγραφος 1,

ε. κάθε άλλη πράξη, κοινοποίηση ή γνωστοποίηση σχετική με την παρούσα Σύμβαση.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογράφοντες, δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 8 Νοεμβρίου 1990, στη γαλλική και στην αγγλική γλώσσα - αμφότερα τα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά - σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει επικυρωμένα αντίγραφα στα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, στα Κράτη μη μέλη τα οποία συμμετείχαν στην κατάρτιση της Σύμβασης και σε κάθε Κράτος που έχει κληθεί να προσχωρήσει σε αυτή.

Άρθρο δεύτερο

Κεντρική Αρχή, σύμφωνα με το άρθρο 23 της Σύμβασης, είναι ο Υπουργός Δικαιοσύνης, ο οποίος δέχεται τις αιτήσεις και τις διαβιβάζει στον εισαγγελέα πλημμελειοδικών της περιφέρειας της τελευταίας γνωστής κατοικίας ή διαμονής του προσώπου στο οποίο αναφέρεται η αίτηση ή της περιφέρειας όπου βρίσκεται η περιουσία ή τα όργανα των οποίων ζητείται η δήμευση, η έρευνα ή η επιβολή προσωρινών μέτρων.

Άρθρο τρίτο

Αρμόδια Αρχή, σύμφωνα με το εδ. β' της παρ. 1 του άρθρου 13 της Σύμβασης, ορίζεται ο εισαγγελέας πλημμελειοδικών του τόπου στον οποίο βρίσκονται τα όργανα ή έσοδα των οποίων ζητείται η δήμευση. Ο εισαγγελέας πλημμελειοδικών εισάγει την αίτηση δήμευσης στο συμβούλιο πλημμελειοδικών, με σχετική πρότασή του, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 5 του ν. 2331/1995 (ΦΕΚ 173 Α'), το οποίο εφαρμόζεται αναλογικά στην περίπτωση αυτή.

Άρθρο τέταρτο

Διατυπώνονται οι εξής επιφυλάξεις, σύμφωνα με την παρ. 1 του άρθρου 40 της Σύμβασης, στα ακόλουθα άρθρα αυτής:

α. Στο άρθρο 2: Η δήμευση οργάνων και προϊόντων ή περιουσιακών στοιχείων επιβάλλεται για τα εγκλήματα που περιλαμβάνονται στην έννοια της εγκληματικής δραστηριότητας κατά το στοιχείο α' του άρθρου 1 του ν. 2331/1995, όπως αυτό συμπληρώθηκε με την παρ. 16 του άρθρου 2 του ν. 2479/1997 (ΦΕΚ 67 Α') και την παρ. 1 του άρθρου 6 του ν. 2515/1997 (ΦΕΚ 154 Α').

β. Στο άρθρο 6: Αδικήματα σχετικά με το ξέπλυμα χρήματος είναι αυτά που περιλαμβάνονται στην έννοια της εγκληματικής δραστηριότητας κατά το στοιχείο α' του άρθρου 1 του ν. 2331/1995, όπως αυτό συμπληρώθηκε με την παρ. 16 του άρθρου 2 του ν. 2479/1997 και την παρ. 1 του άρθρου 6 του ν. 2515/1997.

γ. Στο άρθρο 14: Η Ελλάδα εκτελεί την αιτούμενη δήμευση από ένα Συμβαλλόμενο Κράτος αν έχει εκδοθεί προς τούτο δικαστική απόφαση του αιτούντος Μέρους και με την προϋπόθεση ότι η απόφαση αυτή δεν προσκρούει στο Σύνταγμα και τις θεμελιώδεις αρχές του νομικού συστήματος της Ελλάδος.

δ. Στο άρθρο 25: Οι σχετικές αιτήσεις και τα συνημμένα έγγραφα θα πρέπει να αποστέλλονται από το αιτούν κράτος στην ελληνική ή μεταφρασμένα στην αγγλική ή γαλλική γλώσσα.

ε. Στο άρθρο 32 παρ. 2: Η Ελλάδα δηλώνει ότι οι πληροφορίες ή τα αποδεικτικά στοιχεία που παρέχονται από αυτήν, σύμφωνα με το παρόν Κεφάλαιο, δεν θα μπορούν χωρίς προηγούμενη συναίνεσή της να χρησιμοποιηθούν ή να διαβιβασθούν από τις αρχές του αιτούντος Μέρους, για έρευνες ή διαδικασίες διαφορετικές από εκείνες που προσδιορίζονται στην αίτηση.

Άρθρο πέμπτο

Η παρ. 4 του άρθρου 2 του ν. 2331/1995 αντικαθίσταται ως εξής:

"4. Τα εγκλήματα του άρθρου αυτού τιμωρούνται ακόμα και στην περίπτωση που η εγκληματική δραστηριότητα έλαβε χώρα στην αλλοδαπή και δεν υπόκειται στη δικαιοδοσία των ελληνικών ποινικών δικαστηρίων.

Άρθρο έκτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 36 παρ. 3 και 4 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Νοεμβρίου 1998

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΠΑΝ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 26 Νοεμβρίου 1998

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ